



Aktivitäten und Erfolge 2019
Activités et succès 2019

Konzept und Gestaltung/concept et graphique:

www.muellerluetolf.ch

Fotos/photos:

setrunners.ch/Fabian Lütolf (S./p. 1, 7, 10-13),

zvg (S./p. 15,18), Béatrice Devène (S./p. 20,32)

Travail.Suisse (S./p. 6, 24), Pixabay (S./p. 26),

muellerluetolf.ch/Pasquale Herren (S./p. 40),

Brücke • Le Pont (S./p. 42, 43)

Sommaire

Avant-propos du président	6
Organisation et activité	8
Economie et marché du travail	12
Politique de l'égalité	16
Politique sociale	18
Politique de migration	22
Politique de formation	24
Politique environnementale et énergétique	26
Politique extérieure	28
Politique financière et fiscale et service public	30
Activité parlementaire	32
Votations fédérales	34
Information et relations publiques	36
Jeunesse.Suisse	38
Institut de formation pour les travailleurs et travailleuses ARC	40
Œuvre d'entraide Brücke • Le pont	42
Représentations de Travail.Suisse	46
Effectif des membres des organisations affiliées	48
Adresses	50

Inhalt

Vorwort des Präsidenten	7
Organisation und Tätigkeit	9
Wirtschaft und Arbeitsmarkt	13
Gleichstellungspolitik	17
Sozialpolitik	19
Migrationspolitik	23
Bildungspolitik	25
Energie- und Umweltpolitik	27
Aussenpolitik	29
Finanz- und Steuerpolitik und Service public	31
Parlamentsarbeit	33
Eidg. Volksabstimmungen	35
Informations- und Öffentlichkeitsarbeit	37
Jeunesse.Suisse	39
Bildungsinstitut für Arbeitnehmende ARC	41
Hilfswerk Brücke • Le pont	43
Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen	47
Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen	49
Adressen	51

A propos de nous

Travail.Suisse est une organisation faitière indépendante qui regroupe environ 150 000 travailleurs et travailleuses en Suisse.

Travail.Suisse défend les intérêts de ses membres sur le plan de l'économie et de la politique. Dans ce contexte, son objectif premier est des conditions

cadres garantissant aux travailleurs et travailleuses de bonnes conditions de travail, une solide formation initiale et continue et une couverture sociale fiable.

Travail.Suisse focalise ses activités surtout sur le marché du travail, la politique sociale et les assurances sociales, la formation initiale et continue, la conciliation du travail et de la famille, la politique financière et fiscale, la politique énergétique et environnementale ainsi que la politique migratoire.

Travail.Suisse agit en toute autonomie et est neutre sur le plan politique. Travail.Suisse entretient d'étroites relations avec le gouvernement et les autorités, le Parlement et les partis ainsi qu'avec d'autres associations économiques.

Travail.Suisse souscrit au partenariat social. Un partenariat cohérent entre les travailleurs et travailleuses et les employeurs est une condition essentielle à la stabilité de notre pays. Le dialogue au lieu de la confrontation, telle est la devise de Travail.Suisse.

Travail.Suisse se penche en temps utile sur les thèmes importants pour les travailleurs et travailleuses et son apport suit toutes les étapes du processus politique. Dans cette démarche, l'organisation s'appuie sur un échange de vues avec ses fédérations affiliées.

Travail.Suisse siège dans des groupes d'experts et des commissions extra-parlementaires et se prononce, dans le cadre de procédures de consultation, sur toutes les modifications de loi qui concernent les travailleurs et travailleuses. Travail.Suisse étaye cette activité par un travail de relations publiques soutenu.

Travail.Suisse a la capacité de lancer des initiatives et des référendums. L'organisation dispose ainsi d'instruments d'interventions qui ne peuvent être ignorés.

Les organisations suivantes sont affiliées à Travail.Suisse: Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Fédération des Associations de Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH, Fédération suisse des représentations du Personnel de l'Economie Electrique FPE, Employés Drogistes Suisse, Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois/es de Suisse VUCAS.

In eigener Sache

Travail.Suisse vertritt die Interessen der Mitglieder in Politik und Wirtschaft. Oberstes Ziel ist die Schaffung der Voraussetzungen, welche den Arbeitnehmenden gute Arbeitsbedingungen, eine solide Aus- und Weiterbildung und eine verlässliche soziale Absicherung gewährleisten.

Travail.Suisse ist vor allem aktiv zu den Themen Arbeitsmarkt, Sozialpolitik und Sozialversicherungen, Aus- und Weiterbildung, Vereinbarkeit von Beruf und Familie, Finanz- und Steuerpolitik, Energie- und Umweltpolitik sowie Migrationspolitik.

Travail.Suisse handelt unabhängig und ist keiner Partei verpflichtet. Travail.Suisse pflegt enge Beziehungen zu Regierung und Behörden, Parlament und Parteien sowie Wirtschaftsverbänden.

Travail.Suisse bekennt sich zur Sozialpartnerschaft. Eine gut funktionierende Partnerschaft zwischen Arbeitnehmenden und Arbeitgebenden ist eine zentrale Voraussetzung für die Stabilität unseres Landes. Dialog statt Konfrontation lautet die Devise von Travail.Suisse.

Travail.Suisse greift arbeitnehmerrelevante Themen frühzeitig auf und gestaltet sie über alle Etappen des politischen Prozesses mit. Die Organisation stützt sich dabei auf den intensiven Meinungsaustausch mit ihren Mitgliedsverbänden.

Travail.Suisse hat Einsitz in Expertengruppen und ausserparlamentarischen Kommissionen und nimmt im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zu allen arbeitnehmerrelevanten Gesetzesänderungen Stellung. Travail.Suisse verstärkt diese Arbeit durch konsequente Öffentlichkeitsarbeit.

Travail.Suisse ist initiativ- und referendumsfähig. Damit verfügt die Organisation über Handlungsinstrumente, die nicht ignoriert werden können.

Travail.Suisse hat folgende Organisationen als Mitglieder: Syna, Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST, Hotel & Gastro Union, transfair, Syndicats chrétiens interprofessionnels du Valais SCIV, Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB, Verband der Fachhochschuldozierenden Schweiz FH-CH, Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE, Angestellte Drogisten Suisse, Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS.

Travail.Suisse ist der unabhängige Dachverband von rund 150 000 Arbeitnehmenden in der Schweiz

Avant-propos du président



Bien qu'elle se trouve au début, la préface du rapport annuel est toujours rédigée en dernier. Si j'avais écrit ce texte en janvier, il aurait été très différent. Beaucoup de choses ont changé ces dernières semaines. La pandémie du coronavirus a également atteint la Suisse et son impact sur notre vie quotidienne, sur le monde du travail et sur l'économie mondiale nous tient en haleine. Dans cette situation extraordinaire, le Conseil fédéral a adopté des mesures drastiques et a limité les

contacts sociaux à l'essentiel. Plus d'un tiers de la main-d'œuvre est au chômage partiel et des milliers de personnes sont assurées du paiement continu de leur salaire par les pouvoirs publics, ce qui leur assure un revenu. C'est une période difficile, qui risque d'être suivie par des moments encore plus difficiles.

Dans le rapport annuel 2019, le mot « coronavirus » n'apparaît que dans l'avant-propos. Lorsque nous parlerons de 2019 dans quelques années, nous parlerons de l'année précédant la crise du coronavirus. Le trafic aérien a atteint un pic et le nombre de personnes actives en Suisse a atteint un niveau record. Nous parlerons d'une année où de nombreuses personnes se portaient bien, même si les salaires ont baissé en termes réels et que les taux d'intérêt négatifs étaient la norme. Une année au cours de laquelle la grève des femmes a donné une forte impulsion à l'égalité et les grèves climatiques à la question du climat et ont conduit à des résultats historiques lors des élections fédérales. Jamais auparavant il n'y a eu autant de femmes au Parlement et de membres des partis verts. Depuis l'introduction

de la représentation proportionnelle il y a 100 ans, aucun parti n'a remporté plus de sièges que les Verts en 2019.

Pour Travail.Suisse, 2019 restera dans les mémoires comme une année de congrès. Mais aussi comme une année au cours de laquelle trois grands thèmes nous ont occupés : l'accord-cadre avec l'Union européenne, l'initiative sur le congé de paternité et la réforme de la LPP. De la consultation aux discussions avec l'UE, Travail.Suisse a participé aux processus de décision en tant qu'organisation faîtière nationale.

Notre initiative sur le congé paternité a été traitée par le Conseil national et le Conseil des États en 2019. Nos efforts au fil des ans ont abouti à un revirement au Parlement, de sorte qu'une majorité des deux chambres a finalement dit oui au congé paternité. C'est avec le cœur lourd que nous avons retiré l'initiative, qui prévoyait quatre semaines de congé paternité, au profit des deux semaines prévues dans le contre-projet. En raison du référendum, la question nous occupera également en 2020 – malgré le coronavirus. Lorsque l'initiative a été lancée, je n'aurais jamais pensé, en tant que président de l'association chapeautant l'initiative, que j'aurais été l'un des premiers à prendre la parole lors du débat au Conseil national. Malheureusement, cela n'a rien changé au fait que je n'y ai pas été réélu...

Avec une proposition de réforme pragmatique de la prévoyance professionnelle, les partenaires sociaux nationaux se sont mis d'accord sur un compromis important. Des analyses et des discussions intensives ont été nécessaires avant de pouvoir présenter une solution qui aurait une chance devant le

peuple. La nouvelle année montrera ce que le Parlement en fera. La force du partenariat social était plus visible que jamais en 2019, surtout en cette année où l'Organisation internationale du travail a célébré son 100^e anniversaire.

Il a fallu beaucoup travailler en 2019 pour pouvoir être à la hauteur des nombreux thèmes qui nous ont sollicités. Cela nécessite de nombreux collaborateurs et collaboratrices motivés et des membres engagés du Comité. Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier tous ceux et toutes celles qui ont aidé Travail.Suisse à faire entendre sa voix pour une Suisse plus sociale et plus juste en 2019.

Adrian Wüthrich, président de Travail Suisse / ancien conseiller national

Vorwort des Präsidenten

Obwohl es am Anfang steht, wird das Vorwort des Jahresberichts jeweils immer zuletzt verfasst. Hätte ich diesen Text bereits im Januar geschrieben, wäre er anders herausgekommen. Viel hat sich in den letzten Wochen verändert. Die Corona-Pandemie hat auch die Schweiz erreicht und ihre Auswirkungen auf unser alltägliches Leben, auf die Arbeitswelt und die Wirtschaft weltweit halten uns auf Trab. In der ausserordentlichen Lage hat der Bundesrat drastische Massnahmen erlassen und die sozialen Kontakte aufs Notwendigste eingeschränkt. Mehr als ein Drittel der Arbeitnehmenden sind in Kurzarbeit, Tausenden garantiert die öffentliche Hand die Lohnfortzahlung und damit ein Einkommen. Eine schwierige Zeit, auf die noch schwierigere Zeiten folgen dürften.

Im Jahresbericht 2019 kommt das Wort Corona ausser im Vorwort nicht vor. Wenn wir in ein paar Jahren vom Jahr 2019 erzählen werden, werden wir vom Jahr vor der Corona-Krise sprechen. Der Flugverkehr erreichte einen Höchststand, die Zahl der Erwerbstätigen stieg in der Schweiz auf eine Rekordzahl. Wir werden von einem Jahr sprechen, in dem es vielen gut ging, obwohl die Löhne real sanken und Negativzinsen die Regel waren. Ein Jahr, in dem der Frauenstreik der Gleichstellung und die Klimastreiks der Klimafrage starken Schub verliehen und bei den eidgenössischen Wahlen zu historischen Wahlergebnissen führten. Nie waren im Parlament mehr Frauen und mehr Mitglieder der grünen Parteien vertreten. Seit der Einführung des Proporzwahlrechts vor 100 Jahren hat keine Partei mehr Sitze gewonnen als die Grünen 2019.

Für Travail.Suisse wird das Jahr 2019 als Kongressjahr in Erinnerung bleiben. Aber auch als Jahr, in dem uns drei grosse Themen beschäftigten: das

Rahmenabkommen mit der Europäischen Union, die Vaterschaftsurlaubs-Initiative und die BVG-Reform. Von der Konsultation bis zu den Diskussionen mit der EU war Travail.Suisse als nationaler Dachverband in die Entscheidungsprozesse eingebunden.

Unsere Vaterschaftsurlaubs-Initiative wurde 2019 von National- und Ständerat behandelt. Unsere jahrelangen Bemühungen haben zu einem Umschwung im Parlament geführt, so dass eine Mehrheit beider Kammern endlich Ja zum Vaterschaftsurlaub sagte. Wir haben die Initiative, welche vier Wochen Vaterschaftsurlaub vorsah, schweren Herzens zu Gunsten der im Gegenvorschlag vorgesehenen zwei Wochen zurückgezogen. Wegen des Referendums wird uns das Thema auch 2020 – trotz Corona – beschäftigen. Bei der Lancierung hätte ich nie gedacht, dass ich als Präsident des Trägervereins der Initiative bei der Beratung im Nationalrat als einer der ersten ans Rednerpult gehen darf. Leider hat das an meiner Nichtwiederwahl in den Nationalrat nichts geändert...

Mit einem Vorschlag für eine pragmatische Reform der beruflichen Vorsorge einigten sich die nationalen Sozialpartner auf einen wichtigen Kompromiss. Intensive Analysen und Diskussionen waren nötig, bevor eine Lösung präsentiert werden konnte, die vor den Stimmberechtigten eine Chance hat. Was das Parlament daraus machen wird, wird das neue Jahr zeigen. Die Stärke der Sozialpartnerschaft war 2019, gerade im Jahr als die Internationale Arbeitsorganisation ihr 100-Jahre-Jubiläum feierte, sichtbar denn je.

Damit wir uns 2019 in die vielen Themen einbringen konnten, musste viel gearbeitet werden. Dafür braucht es viele motivierte Mitarbeitende und enga-



Adrian Wüthrich am Kongress von Travail.Suisse im Gespräch mit Delegierten.

Adrian Wüthrich en discussion avec des délégués lors du congrès de Travail.Suisse.

gierte Vorstandsmitglieder. Ich danke an dieser Stelle allen, die auch 2019 mitgeholfen haben, dass Travail.Suisse die Stimme für eine sozialere und gerechtere Schweiz erheben konnte.

Adrian Wüthrich, Präsident Travail.Suisse /
alt Nationalrat

2019 était une année de congrès

Manifeste pour l'égalité

En 2019, deux assemblées des délégué·e·s ont été organisées, dont une sous forme de congrès. La réunion du 24 avril 2019 a porté principalement sur les affaires statutaires, mais aussi sur la question de l'égalité. Les délégué·e·s ont adopté un manifeste comportant cinq revendications principales sur l'égalité et ont décidé en même temps d'appeler à participer à la grève des femmes du 14 juin 2019. Ils ont également été informés de l'état d'avancement des discussions parlementaires sur le congé de paternité. Heureusement, le Parlement avait repris l'appel à un congé pour les nouveaux pères sous la forme d'un contre-projet indirect. Les délégué·e·s se sont réjouis de ce succès, mais ont estimé que Travail.Suisse devait insister sur les quatre semaines et ne pas se satisfaire des deux semaines de congé du Parlement.

Les délégué·e·s ont également adopté deux résolutions. La première insiste pour que la Suisse, dans les négociations sur un accord-cadre institutionnel, maintienne absolument la protection salariale garantie par les mesures d'accompagnement. Avec la seconde, les délégué·e·s ont souligné leur approbation de la loi fédérale sur la réforme fiscale et le financement de l'AVS (RFFA).

Adrian Wüthrich reste à la tête de Travail.Suisse

Le 15 septembre 2019, les délégué·e·s de Travail.Suisse se sont réunis pour un congrès, qui s'est déroulé à l'Hôtel National à Berne, en présence de nombreux invité·e·s du monde politique et économique. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga

s'est adressée aux délégué·e·s et les a remerciés pour leurs efforts au nom des salarié·e·s. L'ambassadrice Valérie Berset Bircher a expliqué aux personnes présentes l'importance de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui a célébré son 100^{ème} anniversaire en 2019. Per Hillmersson a apporté aux délégué·e·s un message de salutation de la Confédération européenne des syndicats, où il occupe le poste de secrétaire général adjoint. Yvonne Buschor a montré comment et où l'œuvre d'entraide Brücke • Le pont contribue à l'amélioration des conditions de travail et de vie de la population.

Sur le plan du contenu, le congrès a été consacré à la discussion et à l'adoption du document du congrès qui guidera Travail.Suisse dans la direction qu'il prendra au cours des quatre prochaines années. Les délégué·e·s ont également abordé le thème de la numérisation. Ils ont souligné qu'il s'agit d'un processus qui peut et doit être activement façonné. Il est particulièrement important pour les salarié·e·s que des possibilités de formation et de formation continue suffisantes et de qualité soient offertes à toutes les catégories de la population. Ils ont adopté une résolution à cet effet. Deux autres résolutions ont été consacrées au compromis des partenaires sociaux en vue de la réforme de la LPP et à la prestation de transition pour les salarié·e·s âgés en fin de droits.

Mais il y avait aussi une importante question de personnel à l'ordre du jour du congrès: la réélection du président. Adrian Wüthrich a été confirmé à l'unanimité et sous de vifs applaudissements pour un nouveau mandat de président.

Comité fortement sollicité

Au cours de l'année considérée, le comité s'est occupé des affaires qui étaient en cours de discussion au niveau fédéral et concernaient les travailleurs et travailleuses. Il a été bien sûr très sollicité par l'initiative sur le congé de paternité et son contre-projet indirect. Mais aussi la révision de la loi sur le travail, la loi fédérale sur l'amélioration de la conciliation entre activité professionnelle et prise en charge des personnes de proches, l'accord-cadre institutionnel, la réforme de l'AVS (AVS 21), la réforme de la LPP, la révision de la loi sur l'égalité des chances ou la prestation transitoire pour les travailleuses et travailleurs âgés en fin de droits ont beaucoup alimenté les discussions et exigé des décisions. Le comité a également adopté les recommandations de vote des objets fédéraux qui ont été soumis en votation populaire.

Lors de sa retraite à Lucerne en février, le comité a consacré une première lecture au document du congrès. Il a également décidé de lancer un processus stratégique et de préparer au mieux Travail.Suisse aux défis de l'avenir.

Les membres suivants ont participé au comité de Travail.Suisse en 2019: Adrian Wüthrich (président), Jacques-André Maire (vice-président), Carole Furrer (vice-présidente, SCIV), Diego Frieden, Arno Kerst, Carlo Mathieu, Joël Mugny (jusqu'à fin avril 2019), Véronique Rebetez (à partir de début mai 2019), Selina Tribbia (tous Syna); Xavier Daniel, Renato Ricciardi (tous deux OCST); Markus Eugster, Esther Lüscher, Urs Masshardt (tous d'Hotel & Gastro Union); Tanja Brülisauer, Matthias Humbel (tous deux transfair); Bernard Tissières (SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB);

2019 war ein Kongressjahr

Manifest für die Gleichstellung

2019 fanden zwei Delegiertenversammlungen statt, davon eine in Form eines Kongresses. Im Mittelpunkt der Versammlung vom 24. April 2019 standen vor allem die statutarischen Geschäfte, aber auch die Frage der Gleichstellung. Die Delegierten verabschiedeten ein Manifest mit fünf Hauptforderungen zum Thema Gleichstellung und beschlossen gleichzeitig, zur Teilnahme am Frauenstreik vom 14. Juni 2019 aufzurufen. Sie liessen sich zudem über den Stand der parlamentarischen Beratungen in Sachen Vaterschaftsurlaub informieren. Erfreulicherweise hatte das Parlament die Forderung nach einem Urlaub für frischgebackene Väter in Form eines indirekten Gegenvorschlags aufgenommen. Die Delegierten freuten sich über diesen Erfolg, vertraten aber die Meinung, dass Travail.Suisse auf den vier Wochen beharren und sich nicht mit den zwei Wochen Urlaub des Parlaments zufrieden geben soll.

Die Delegierten verabschiedeten ausserdem zwei Resolutionen. Mit der ersten unterstrichen sie ihre Forderung, dass die Schweiz bei den Verhandlungen über ein institutionelles Rahmenabkommen unbedingt am über die flankierenden Massnahmen gesicherten Lohnschutz festhalten muss. Mit der zweiten Resolution riefen die Delegierten die Stimmbevölkerung auf, dem Bundesgesetz über die Steuerreform und die AHV-Finanzierung (STAF) zuzustimmen.

Adrian Wüthrich bleibt an der Spitze von Travail.Suisse

Am 15. September 2019 versammelten sich die Delegierten von Travail.Suisse

zu einem Kongress. Dieser fand im Hotel National in Bern statt, in Anwesenheit von zahlreichen Gästen aus Politik und Wirtschaft. Bundesrätin Simonetta Sommaruga richtete das Wort an die Delegierten und dankte ihnen für ihren Einsatz zugunsten der Arbeitnehmenden. Botschafterin Valérie Berset Bircher erläuterte die Bedeutung der Internationalen Arbeitsorganisation (ILO), die 2019 ihr 100jähriges Bestehen feierte. Per Hillmersson überbrachte den Anwesenden ein Grusswort des Europäischen Gewerkschaftsbundes, wo er als Vizeregensekretär amtiert. Yvonne Buschor zeigte auf, wie und wo im Süden das Hilfswerk Brücke • Le pont einen Beitrag für die Verbesserung der Arbeits- und Lebensbedingungen der Bevölkerung leistet.

Inhaltlich war der Kongress der Diskussion und Verabschiedung des Kongressdokuments gewidmet, das Travail.Suisse für die nächsten vier Jahre die Richtung weist. Die Delegierten setzten sich ausserdem mit der Thematik der Digitalisierung auseinander. Sie unterstrichen, dass die Digitalisierung als Prozess zu begreifen ist, der aktiv gestaltet werden kann und muss. Wichtig ist für die Arbeitnehmenden insbesondere, dass genug und gute Aus- und Weiterbildungsmöglichkeiten für alle Bevölkerungsschichten bereitgestellt werden. Die Delegierten verabschiedeten eine entsprechende Resolution. Zwei weitere Resolutionen waren dem Sozialpartnereinkompromiss im Hinblick auf die BVG-Reform und der Überbrückungsrente für ältere, von der Aussteuerung betroffene Arbeitnehmende gewidmet.

Aber auch ein wichtiges personelles Geschäft stand am Kongress auf dem Programm: die Wiederwahl des Präsidenten. Adrian Wüthrich wurde

einstimmig und mit grossem Applaus für eine weitere Amtsperiode als Präsident bestätigt.

Geforderter Vorstand

Der Vorstand befasste sich im Berichtsjahr mit den Geschäften,

die auf eidgenössischer Ebene zur Debatte standen und die Arbeitnehmenden betrafen. Stark beschäftigten ihn natürlich die Vaterschaftsurlaubs-Initiative und ihr indirekter Gegenvorschlag. Aber auch die Revision des Arbeitsgesetzes, das Bundesgesetz über die Verbesserung der Vereinbarkeit von Erwerbstätigkeit und Angehörigenbetreuung, das institutionelle Rahmenabkommen zwischen der Schweiz und der EU, die Reform der AHV (AHV 21), die BVG-Reform, die Revision des Gleichstellungsgesetzes oder die Überbrückungsrente für ältere, ausgesteuerte Arbeitnehmende lieferten viel Gesprächsstoff und forderten Entscheidungen. Der Vorstand fasste zudem die Parolen zu den Vorlagen, die auf eidgenössischer Ebene zur Abstimmung kamen.

Seine Klausursitzung vom Februar in Luzern widmete der Vorstand einer ersten Lesung des Kongressdokuments. Er entschied zudem, einen Strategieprozess einzuleiten und Travail.Suisse möglichst optimal auf die Herausforderungen der Zukunft vorzubereiten.

Folgende Mitglieder wirkten 2019 im Vorstand von Travail.Suisse mit: Adrian Wüthrich (Präsident), Nationalrat Jacques-André Maire (Vizepräsident), Carole Furrer (Vizepräsidentin, SCIV), Diego Frieden, Arno Kerst, Carlo Mathieu, Joël Mugny (bis Ende April 2019), Véronique Rebetez (ab Anfang Mai 2019), Selina Tribbia (alle Syna); Xavier Daniel, Renato Ricciardi (beide OCST); Markus Eugster, Esther Lüscher, Urs

Franz Baumberger (depuis début août 2019), Gaston Wolf (jusqu'à fin juillet 2019, tous deux FH-CH); Adrian Reusser (FPE); Paul Rutz (associations régionales); Roman Helfer (Jeunesse.Suisse); Michel Pillonel (Commission des retraité·e·s). Franziska Theiler, directrice de l'oeuvre d'entraide Brücke • Le pont, a également participé aux réunions du comité (sans droit de vote). En 2019, 9 réunions du comité ont eu lieu.

Thomas Bauer est un nouveau membre du bureau exécutif

En 2019, le comité a subi un changement central. Matthias Kuert Killer a quitté Travail. Suisse pour un nouveau défi professionnel.

Le Dr Thomas Bauer a pris ses fonctions de responsable de la politique sociale. Les autres membres du bureau exécutif sont: Adrian Wüthrich (président et directeur), Hélène Agbémégnah (responsable de la politique de migration et des affaires juridiques), Valérie Borioli Sandoz (responsable de la politique d'égalité), Gabriel Fischer (respon-

sable de la politique économique), Linda Rosenkranz (responsable de la communication), Therese Schmid (responsable de l'administration), Erich Tschirky (responsable financier), Denis Torche (responsable de la politique énergétique et environnementale, de la politique fiscale et financière, de la politique extérieure) et Bruno Weber-Gobet (responsable de la politique de formation). Les informations sur les activités développées par Travail.Suisse sous la direction des différents responsables de dossiers se trouvent dans les pages suivantes de ce rapport.

Maja Tanner et Chantal Gagnebin ont continué à soutenir le bureau exécutif en 2019 pour les questions administratives.

Christoph Eichenmann a fait un stage à Travail. Suisse en 2019 pour examiner les derniers chiffres sur les salaires des dirigeants des plus grandes sociétés cotées en bourse et a également examiné les conventions collectives de travail en ce qui concerne les dispositions relatives au congé de paternité.



Bundesrätin Simonetta Sommaruga war Ehrengast am Kongress von Travail.Suisse. Sie dankte in ihrer Ansprache den Delegierten für ihren Einsatz zugunsten der Arbeitnehmenden.

La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga était l'invitée d'honneur du congrès Travail.Suisse. Dans son discours, elle a remercié les délégué·e·s pour leur engagement envers les salarié·e·s.



Adrian Wüthrich, président

Adrian Wüthrich, Präsident



Gabriel Fischer, responsable politique économique

Gabriel Fischer, Leiter Wirtschaftspolitik



Thomas Bauer, responsable politique sociale

Thomas Bauer, Leiter Sozialpolitik

Masshardt (alle Hotel & Gastro Union); Tanja Brülisauer, Matthias Humbel (beide transfair); Bernard Tissières (SCIV); Alexander Bélaz (AV ABB); Franz Baumberger (ab Anfang August 2019), Gaston Wolf (bis Ende Juli 2019, beide FH-CH); Adrian Reusser (VPE); Paul Rutz (regionale Vereinigungen); Roman Helfer (Jeunesse.Suisse); Michel Pillonel (Rentnerkommission). An die Zusammenkünfte des Vorstands wurde jeweils auch Franziska Theiler, Geschäftsleiterin des Hilfswerks Brücke • Le pont, eingeladen (ohne Stimmrecht). 2019 fanden 9 Vorstandssitzungen statt.

Thomas Bauer ist neues Mitglied der Geschäftsleitung

Die Geschäftsleitung erfuhr 2019 eine zentrale Änderung. Matthias Kuert Killer hat Travail.Suisse Ende März für

eine neue berufliche Herausforderung verlassen. Seine Stelle als Leiter Sozialpolitik hat Dr. Thomas Bauer übernommen. Weitere Mitglieder der Geschäftsleitung sind: Adrian Wüthrich (Präsident und

Geschäftsleiter), Hélène Agbémégnah (Leiterin Migrationspolitik und Rechtsfragen), Valérie Borioli Sandoz (Leiterin Gleichstellungspolitik), Gabriel Fischer (Leiter Wirtschaftspolitik), Linda Rosenkranz (Leiterin Kommunikation), Therese Schmid (Leiterin Administration), Erich Tschirky (Finanzverantwortlicher), Denis Torche (Leiter Energie- und Umweltpolitik, Steuer- und Finanzpolitik, Aussenpolitik) und Bruno Weber-Gobet (Leiter Bildungspolitik). Informationen zu den Aktivitäten, welche Travail.Suisse unter der Leitung der einzelnen Dossierverantwortlichen entwickelt hat, finden Sie auf den folgenden Seiten dieses Berichts.

Maja Tanner und Chantal Gagnebin unterstützten die Geschäftsleitung auch 2019 in administrativer Hinsicht.

Christoph Eichenmann arbeitete 2019 im Rahmen eines Praktikums bei Travail.Suisse die neusten Zahlen in Bezug auf die Löhne der Manager der grössten börsenkotierten Unternehmen auf und untersuchte zudem die Gesamtarbeitsverträge bezüglich der Regelungen in Sachen Vaterschaftsurlaub.



*Valérie Borioli Sandoz,
Leiterin Gleichstellungspolitik*

*Valérie Borioli Sandoz,
responsable politique d'égalité*



*Bruno Weber-Gobet,
Leiter Bildungspolitik*

*Bruno Weber-Gobet,
responsable politique
de formation*



*Therese Schmid,
Leiterin Administration*

*Therese Schmid,
responsable administration*



Linda Rosenkranz,
responsable de la
communication

Linda Rosenkranz,
Leiterin Kommunikation



Denis Torche,
responsable politique
extérieure, politique financière
et fiscale et politique environ-
nementale

Denis Torche, Leiter Umwelt-,
Steuer- und Aussenpolitik



Hélène Agbémégnah,
responsable politique de mig-
ration et questions juridiques

Hélène Agbémégnah,
Leiterin Migrationspolitik und
Rechtsfragen

Economie et marché du travail

L'évolution des salaires reste insatisfaisante

La recherche d'emploi n'est pas facile pour les salariés plus âgés

Les conflits dans le commerce mondial ont également déterminé le développement économique de la Suisse. Après plusieurs années très fructueuses, la croissance économique en Suisse s'est quelque peu ralentie, mais s'est tout de même élevée à 0,9%. La situation sur le marché du travail était particulièrement réjouissante. Par exemple, le nombre de personnes inscrites au chômage a diminué de plus de 11 000 l'année dernière, pour atteindre une moyenne de 106 932 personnes – le niveau le plus bas depuis 2008. Mais cela ne peut cacher les difficultés rencontrées par les plus de 55 ans sur le marché du travail ; ce n'est que dans cette catégorie d'âge que le taux de demandeurs d'emploi a continué à augmenter en 2019. Bien qu'un premier monitoring de l'obligation d'annoncer les postes vacants introduite en 2018 montre les premiers points

de départ d'une amélioration, une évaluation précise de l'impact de cette obligation, qui comprend un avantage en matière d'information pour les demandeurs d'emploi et le renforcement du service public de l'emploi, ne sera disponible que dans le courant de cette année. Avec les mesures d'accompagnement consécutives à l'initiative de limitation, en particulier les bilans et les conseils de carrière gratuits, les mesures supplémentaires d'intégration sur le marché du travail pour les chômeurs difficiles à placer et les prestations de transition pour les chômeurs âgés, il a été possible de répondre aux demandes de longue date de Travail.Suisse.

L'année 2019 a de nouveau été dominée par la discussion sur un accord-cadre institutionnel avec l'Union européenne. Outre les questions non résolues dans

Pas d'accord-cadre sans mesures d'accompagnement

le domaine des aides d'État et de la directive sur la citoyenneté européenne, le maintien des mesures d'accompagnement suisses indépendantes pour la libre circulation des personnes est particulièrement important.

Besoin de rattrapage des salaires

Comme d'habitude, Travail.Suisse et ses fédérations affiliées ont émis des revendications salariales différenciées pour les négociations salariales de l'automne 2019. Elles ont considéré qu'une augmentation des salaires d'au moins 2% était appropriée, après que les employé·e·s aient été confrontés à des pertes de salaire réelles malgré l'évolution économique positive des deux dernières années. Avec des accords salariaux entre 0,5 et 1,5%, les attentes n'ont cependant pas été satisfaites. L'écart entre le développement économique et l'évolution des salaires est de plus en plus prononcé.

*Erich Tschirky,
responsable des finances*



*Erich Tschirky,
Finanzverantwortlicher*

*Chantal Gagnebin,
Administration*



*Maja Tanner,
Administration*



Wirtschaft und Arbeitsmarkt

Lohnentwicklung bleibt ungenügend

Stellensuche gestaltet sich für ältere Arbeitnehmende nicht einfach

Die Konflikte im Welthandel haben auch die Wirtschaftsentwicklung in der Schweiz bestimmt. Nach einigen sehr erfolgreichen Jahren ist das Wirtschaftswachstum in der Schweiz etwas gebremst worden, betrug allerdings immer noch 0.9 Prozent. Erfreulich präsentierte sich insbesondere die Situation auf dem Arbeitsmarkt. So verringerte sich die Zahl der als arbeitslos gemeldeten Personen im letzten Jahr um über 11 000 Personen und lag im Jahresdurchschnitt bei 106 932 Personen – es ist dies der tiefste Stand seit 2008. Dies kann aber nicht über die Schwierigkeiten der über 55-Jährigen auf dem Arbeitsmarkt hinwegtäuschen; nur in dieser Alterskategorie stieg die Quote der Stellensuchenden 2019 weiter. Ein erstes Monitoring der 2018 eingeführten Stellenmeldepflicht zeigt zwar Ansatzpunkte zur Verbesserung, eine

genaue Wirkungsevaluation der Stellenmeldepflicht, welche einen Informationsvorsprung für Stellensuchende und die Stärkung der öffentlichen Arbeitsvermittlung beinhaltet, wird allerdings erst im Laufe dieses Jahres vorliegen. Mit den Begleitmassnahmen zur Begrenzungsinitiative, insbesondere den kostenlosen Standortbestimmungen und Laufbahnberatungen, den zusätzlichen Arbeitsmarktintegrationsmassnahmen für schwer vermittelbare Arbeitslose und den Überbrückungsleistungen für ältere Arbeitslose konnten langjährige Forderungen von Travail.Suisse aufgegleist werden.

Auch 2019 stand ganz im Zeichen der Diskussion um ein institutionelles Rahmenabkommen mit der Europäischen Union. Neben ungelösten Fragen im Bereich der Staatsbeihilfen und der

Kein Rahmenabkommen ohne flankierende Massnahmen

Unionsbürgerrichtlinie ist insbesondere der Erhalt von eigenständigen flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr zentral.

Nachholbedarf bei den Löhnen der Arbeitnehmenden

Wie gewohnt stiegen Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände mit differenzierten Lohnforderungen

in den Lohnherbst 2019. Sie erachteten Lohnerhöhungen von mindestens 2 Prozent als angemessen, nachdem die Arbeitnehmenden trotz erfreulicher Wirtschaftsentwicklung in den letzten beiden Jahren mit Reallohnverlusten konfrontiert waren. Mit Lohnabschlüssen zwischen 0.5 und 1.5 Prozent konnten die Erwartungen allerdings nicht erfüllt werden. Das Auseinanderdriften von Wirtschaftsentwicklung und Lohnentwicklung akzentuiert sich weiter. Während die Wirtschaft seit 2016 um insgesamt 6.6 Prozent gewachsen ist, stiegen die Nominallöhne lediglich

Alors que l'économie a connu une croissance totale de 6,6 % depuis 2016, les salaires nominaux n'ont augmenté que de 3 %. Après déduction de l'inflation, il ne reste que 0,6 % de croissance réelle cumulée des salaires pour les employé·e·s. Mais une politique de distribution malavisée dans les entreprises augmente également le risque de perte de pouvoir d'achat des salarié·e·s. La majorité des mesures salariales sont accordées pour des augmentations de salaire individuelles plutôt que pour des mesures générales visant à maintenir le pouvoir d'achat.

Des portefeuilles complets pour les dirigeants d'entreprise

Pour la quinzième année consécutive, Travail.Suisse a examiné la rémunération des dirigeants

de 27 entreprises en Suisse. Bien que 2018 n'ait pas été une année record pour les managers, l'écart de rémunération s'est encore creusé. Alors que les salaires des managers ont augmenté de 19 % depuis 2011, les employé·e·s ont dû se contenter de 4,3 % de salaire en plus sur la même période. L'écart de rémunération moyen s'est ainsi creusé, passant de 1 sur 45 à 1 sur 51. Il n'est pas possible d'établir un effet notable de l'initiative sur les rémunérations abusives adoptée, car les mécanismes de restriction prévus par celle-ci peuvent facilement être contournés.

Le stress reste élevé

Pour la cinquième fois, Travail.Suisse a présenté les résultats

du « Baromètre Conditions de travail ». Le stress et les charges psychosociales ainsi que la diminution de l'influence des salarié·e·s sur l'organisation de leur temps de travail continuent d'être jugés négativement. Le pouvoir d'aménager et de contrôler le temps de travail deviendra l'un des débats politiques centraux dans les années à venir. Par exemple, la

Commission de l'économie et des redevances du Conseil des États a approuvé l'initiative parlementaire du Conseiller aux États Graber et a proposé une révision de la loi sur le travail. L'objectif est d'introduire des horaires de travail plus flexibles pour une proportion importante de salarié·e·s, grâce à des horaires hebdomadaires plus longs, des périodes de repos et des pauses plus courtes et à la possibilité de travailler le dimanche sans autorisation. Si cette révision ne peut être arrêtée par voie parlementaire, un référendum est inévitable.

Les employeurs ne soutiennent qu'insuffisamment les salarié·e·s dans la formation continue

Dans le « Baromètre Conditions de travail », le soutien de la formation continue par les em-

ployeurs est également jugée insuffisant. Une étude a révélé des différences majeures dans le soutien financier et en temps des efforts de formation des employé·e·s. Un tiers des salarié·e·s n'ont pas suivi de formation continue l'année dernière et justifient au moins en partie cette situation par le manque de temps et de soutien financier des employeurs. Deux personnes en formation continue sur cinq reçoivent un soutien financier et à temps plein de leur employeur – mais une sur quatre ne reçoit aucun soutien ou seulement un soutien marginal.

Non au projet de loi sur les lanceurs d'alerte

En 2019, le Parlement a aussi entamé les débats sur le nouveau projet de loi

concernant les lanceurs d'alerte. Travail.Suisse s'est prononcé contre le projet durant la phase d'audition auprès du Parlement et durant les sessions parlementaires, parce qu'il ne protège pas suffisamment les travailleuses et travailleurs contre les risques de licenciement en cas d'annonce d'irrégularité sur le

lieu de travail. Ce nouveau projet qui devait être simplifié par rapport au projet initial s'est révélé encore trop complexe. La solution en « cascade » qui prévoit l'information au public à des conditions très strictes restreindrait les possibilités pour les travailleuses et travailleurs de se renseigner auprès d'un syndicat, alors que cette aide s'avérerait essentielle pour comprendre les différentes conditions à respecter et certaines notions juridiques imprécises. Une loi efficace implique que les principes et procédures applicables en matière de signalement soient compréhensibles et garantissent un certain seuil de sécurité juridique aux personnes concernées.

um 3 Prozent. Für die Arbeitnehmenden verbleibt nach Abzug der Teuerung lediglich ein kumuliertes Reallohnwachstum von 0.6 Prozent. Aber auch eine verfehlte Verteilungspolitik in den Unternehmen erhöht die Gefahr von Kaufkraftverlusten bei den Arbeitnehmenden. Der Grossteil der Lohnmassnahmen wird für individuelle Lohnerhöhungen gewährt anstelle genereller Massnahmen zum Erhalt der Kaufkraft.

Volle Portemonnaies für Topmanager

Zum fünfzehnten Mal in Folge hat Travail.Suisse die Entschädigungen der Topmanager in 27 Unternehmen der Schweiz untersucht. Obwohl 2018 kein Spitzenjahr für die Manager war, hat sich die Lohnschere weiter geöffnet. Während in der Chefetage seit 2011 die Bezüge um satte 19 Prozent gestiegen sind, mussten sich die Arbeitnehmenden im gleichen Zeitraum mit 4.3 Prozent mehr Lohn zufrieden geben. Die durchschnittliche Lohnschere hat sich damit von 1 zu 45 auf 1 zu 51 geöffnet. Ein spürbarer Effekt der angenommenen Abzockerinitiative lässt sich nicht feststellen, da sich die damit vorgesehenen Beschränkungsmechanismen leicht umgehen lassen.

Stress bleibt hoch

Zum fünften Mal präsentierte Travail.Suisse die Ergebnisse des «Barometer Gute Arbeit». Unverändert negativ werden der Stress und die psychosozialen Belastungen sowie der abnehmende Einfluss der Arbeitnehmenden auf die Gestaltung der Arbeitszeiten bewertet. Die Gestaltungsmacht und die Hoheit über die Arbeitszeiten werden in den kommenden Jahren eine der zentralen politischen Auseinandersetzungen werden. So hat die Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates der parlamentarischen Initiative von Ständerat Graber zugestimmt und eine Revision des Arbeitsgesetzes vorgeschlagen. Damit sollen für einen beträchtlichen Teil der Arbeitnehmenden flexibilisierte

Arbeitszeiten durch verlängerte Wochenarbeitszeiten, verkürzte Ruhezeiten und Pausen sowie bewilligungsfreie Sonntagsarbeit eingeführt werden. Kann diese Revision nicht auf dem parlamentarischen Weg gestoppt werden, ist ein Referendum unausweichlich.

Arbeitgeber unterstützen Arbeitnehmende nur ungenügend bei der Weiterbildung

ungenügend eingeschätzt. In einem Fokus wurden grosse Unterschiede bei der finanziellen und zeitlichen Unterstützung der Weiterbildungsbemühungen der Arbeitnehmenden offen gelegt. So hat ein Drittel der Arbeitnehmenden im letzten Jahr keine Weiterbildung absolviert und begründet dies zumindest teilweise mit fehlender zeitlicher und finanzieller Unterstützung durch die Arbeitgeber. Zwei von fünf Weiterbildenden erhalten von ihren Arbeitgebern eine umfassende Unterstützung – jeder Vierte wird aber überhaupt nicht oder nur sehr marginal unterstützt.

Nein zum Whistleblower-Gesetz

Im Berichtsjahr nahm das Parlament auch die Beratungen über das neue Gesetz über die Meldung von Missständen am Arbeitsplatz auf. Travail.Suisse sprach sich in der Anhörungsphase und während der Debatte im Nationalrat gegen dieses Gesetz aus, weil es die Arbeitnehmenden nur ungenügend vor einer Kündigung schützt. Der neue Gesetzesentwurf hätte gegenüber dem ursprünglichen Vorschlag vereinfacht werden sollen, ist aber nach wie vor zu komplex. Die «Kaskadenlösung», die eine öffentliche Information nur unter sehr strengen Bedingungen zulässt, würde die Möglichkeiten der Beschäftigten einschränken, bei einer Gewerkschaft Informationen einzuholen. Diese Information wäre aber

Im «Barometer Gute Arbeit» wird auch die Förderung der Weiterbildung durch die Arbeitgeber als



Bei seinem Besuch in der Schweiz liess sich Luca Visentini, Generalsekretär des Europäischen Gewerkschaftsbundes, von Vertreterinnen und Vertretern der Schweizer Gewerkschaften über die Bedeutung der flankierenden Massnahmen informieren. V.l.n.r.: Denis Torche, Adrian Wüthrich, Luca Visentini, Vania Alleva, Pierre-Yves Maillard und Luca Cirigliano

Lors de sa visite en Suisse, Luca Visentini, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, a été informé par des représentants des syndicats suisses de l'importance des mesures d'accompagnement. De gauche à droite: Denis Torche, Adrian Wüthrich, Luca Visentini, Vania Alleva, Pierre-Yves Maillard et Luca Cirigliano

für das Verständnis der verschiedenen einzuhaltenen Bedingungen und einiger unpräziser rechtlicher Begriffe unerlässlich. Ein griffiges Gesetz setzt voraus, dass die Grundsätze und Verfahren verständlich sind und dass es den betroffenen Personen Rechtssicherheit gewährt.

Pallier une grosse lacune

Révision de la Loi sur l'égalité: les syndicats se préparent avec Respect-8.3.ch

La révision de la Loi sur l'égalité entrera en vigueur le 1er juillet 2020. Rien n'est cependant prévu dans cette loi pour contrôler l'application de la loi et par conséquent aucune amende ne viendra sanctionner une entreprise qui refuserait de se conformer à la loi. Dans cette perspective, Travail.Suisse et ses fédérations ont décidé de pallier cette lacune et ont lancé les préparatifs d'un projet nommé Respect8-3.ch, en référence à l'article 8 alinéa 3 de la Constitution fédérale et de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars. Ce projet élabore un site internet qui offrira, dans un premier temps, la possibilité aux entreprises dès 50 employé·e·s de s'annoncer si elles ont analysé l'égalité salariale selon le sexe, quand bien même elles n'en ont pas l'obligation légale (la loi oblige les entreprises dès 100 employé·e·s et plus à l'auto-analyse). C'est une sorte de Liste blanche, de mise en valeur de leurs efforts. Travail.Suisse compte sur l'effet positif d'entraînement qu'aura cette première liste.

Dans un second temps, le site offrira aux travailleuses et aux travailleurs la possibilité d'annoncer leur employeur qui n'aura pas respecté la loi et pas réalisé d'auto-analyse. Les syndicats membres de Travail.Suisse vérifieront alors chacune des annonces auprès des entreprises concernées. En bout de processus, une entreprise qui ne respecte pas la loi risque de figurer sur une Liste noire, où la mise à l'index publique doit servir de sanction.

La révision de la Loi sur l'égalité entrera en vigueur le

La grève des femmes du 14 juin et ses conséquences

A l'appel des organisations féministes dans toute la Suisse, Travail.Suisse et ses membres ont activement préparé, puis participé à la grève du 14 juin qui a conduit plus de 500 000 personnes – femmes, hommes, enfants, de tous les âges - dans les rues de Berne, mais aussi dans de nombreuses autres villes du pays. Travail.Suisse, représentée par sa responsable de la politique de l'égalité, a eu l'occasion de participer à un débat dans l'émission Infrarouge de la RTS sur la suite à donner à la Grève des femmes.

Cette mobilisation sans précédent a été marquée par une ambiance festive et joyeuse, les messages de revendication ont été tournés vers l'avenir et l'optimisme. Les observatrices et observateurs de la vie politique suisse estiment que la Grève du 14 juin a eu un effet certain lors des élections fédérales de l'automne: la part des femmes élues au Conseil national a passé de 32 à 42 %, celle au Conseil des Etats de 15 à 26 % par rapport à la législature précédente.

Lutte contre la discrimination en raison de la maternité

Travail.Suisse a tiré la sonnette d'alarme en 2018 déjà sur la lutte nécessaire à mener contre la discrimination des femmes en raison de leur maternité en se basant sur un rapport d'étude du Bureau BASS portant sur le congé prénatal. La recherche confirme que de nombreuses femmes qui vivent une première maternité sont victimes chaque

A l'appel des organisations féministes

année de discrimination au travail. Cette réalité est connue par les syndicats et leurs membres depuis de nombreuses années et pour la première fois, on peut chiffrer le phénomène. Pressions, reproches, licenciements, départs forcés mais présentés comme résultant « d'un commun accord », embûches pour empêcher le retour au travail, les femmes sont entre 3000 et 6000 chaque année à subir une telle discrimination de la part de leur employeur, selon l'estimation de Travail.Suisse. Le licenciement seul concernerait 2500 femmes chaque année.

Il faut étudier les véritables raisons du choix de nombreuses femmes de prolonger le congé maternité et de ne pas reprendre le travail, puisque l'étude en question révèle que cette situation n'est pas toujours le choix véritable des femmes concernées. La nouvelle élue vaudoise au Conseil national, la verte Léonore Porchet, a justement déposé sa toute première intervention sous la Coupole fédérale sur ce sujet. Et une émission de grande écoute du service public romand a été tournée pour faire prendre conscience du problème.

Les proches aidants s'organisent grâce à la CIPA

Créée et financée par cinq organisations nationales que sont la Croix-Rouge Suisse, la Ligue suisse contre le cancer, Pro Infirmis, Pro Senectute et Travail.Suisse – qui en assure le secrétariat - la Communauté d'intérêts Proches aidants CIPA regroupe déjà plus de trente organisations dans toute la Suisse.

Le 29 mai 2019, la nouvelle organisation a franchi une nouvelle étape: d'une société simple, elle a pris

Lücke muss geschlossen werden

Gleichstellungsgesetz: Jetzt muss die Anwendung kontrolliert werden

Die Revision des Gleichstellungsgesetzes wird am 1. Juli 2020 in Kraft

treten. Dieses Gesetz weist allerdings eine wesentliche Lücke auf. Tatsächlich hat das Parlament keine Sanktionen vorgesehen für Unternehmen, die sich nicht an das Gesetz halten und auf eine Lohnanalyse verzichten. Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände haben deshalb entschieden, diese Lücke zu füllen, und mit den Vorbereitungen für ein Projekt mit dem Namen Respect8-3.ch begonnen. Der Name bezieht sich auf Artikel 8 Absatz 3 der Bundesverfassung und den am 8. März stattfindenden Internationalen Frauentag. Im Rahmen dieses Projekts wird in einem ersten Schritt eine Website entwickelt, die den Unternehmen mit 50 oder mehr Mitarbeitenden die Möglichkeit bietet, sich zu registrieren, wenn sie die Lohngleichheit in ihrem Betrieb überprüft haben. Das Gesetz verpflichtet Unternehmen dieser Grösse nicht zu einer Lohnanalyse. Lediglich Unternehmen ab 100 Angestellten müssen ihre Löhne kontrollieren. Es handelt sich dabei um eine Art Weisse Liste, welche die Anstrengungen der kleineren Betriebe im Bereich der Lohngleichheit belohnt. Travail.Suisse zählt auf die positive Wirkung, die eine solche Liste entfalten kann.

In einem zweiten Schritt wird die Website den Arbeitnehmenden die Möglichkeit bieten, ihren Arbeitgeber zu melden, falls er sich nicht ans Gesetz hält und die Lohnanalyse nicht durchführt. Die Mitgliedsverbände von Travail.Suisse werden jede Meldung bei den betroffenen Unternehmen überprüfen. Ein Unternehmen, das da Gesetz nicht einhält, läuft Gefahr, auf einer

Schwarzen Liste aufgeführt zu werden und dadurch in der Öffentlichkeit nicht im besten Licht dazustehen.

Der Frauenstreik vom 14. Juni und seine Folgen

Dem Aufruf der Frauenorganisationen in der ganzen Schweiz folgend,

haben sich Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände aktiv an den Vorbereitungen auf den Frauenstreik vom 14. Juni beteiligt. Mehr als 500 000 Personen – Frauen, Männer und Kinder – demonstrierten in den Strassen von Bern und vieler anderer Städte des Landes. Valérie Borioli Sandoz, Leiterin Gleichstellungspolitik bei Travail.Suisse, konnte im Vorfeld des Frauenstreiks unter anderem an einer Diskussion in der Sendung «Infrarouge» des Westschweizer Fernsehens teilnehmen und die Beweggründe für diesen landesweiten Streik erörtern.

Der Frauenstreik war von einer festlichen und freudigen Atmosphäre geprägt, die Forderungen waren in die Zukunft gerichtet und optimistisch. Die politischen Beobachter sind überzeugt, dass der Streik vom 14. Juni die eidgenössischen Wahlen vom Herbst 2019 massgeblich beeinflusst hat: Tatsächlich stieg der Anteil der gewählten Frauen gegenüber den letzten Wahlen von 32 auf 42 Prozent und im Ständerat von 15 auf 26 Prozent.

Einsatz gegen die Diskriminierung der erwerbstätigen Mütter

Bereits 2018 schlug Travail.Suisse Alarm, als eine Studie des Büro BASS über den vorgeburtlichen

Mutterschaftsurlaub bestätigte, dass Frauen am

Arbeitsplatz diskriminiert werden, sobald sie Mutter werden. Diese Realität ist Travail.Suisse und den angeschlossenen Mitgliedsverbänden seit vielen Jahren bekannt; die Studie beziffert endlich das Ausmass des Problems. Gemäss Schätzungen werden jedes Jahr zwischen 3000 und 6000 Frauen von ihrem Arbeitgeber diskriminiert, indem Druck auf sie ausgeübt wird, ihnen Vorwürfe gemacht, sie mit einer gegenseitigen Vereinbarung zur Kündigung gedrängt oder entlassen werden. Es ist davon auszugehen, dass jedes Jahr 2500 Frauen entlassen werden, sobald sie Mutter werden.

Die wahren Gründe, warum viele Frauen den Mutterschaftsurlaub verlängern und nicht an ihren Arbeitsplatz zurückkehren, müssen untersucht werden. Die erwähnte Studie zeigt, dass es nicht immer der freie Entscheid der betroffenen Frauen ist. Die neu gewählte Waadtländer Nationalrätin Léonore Porchet hat ihren ersten Vorstoss unter der Bundeshauskuppel zu diesem Thema eingereicht. Und das Westschweizer Fernsehen wird 2020 zur Primetime einen Bericht dazu ausstrahlen, um das Bewusstsein für die Problematik zu schärfen.

Die betreuenden und pflegenden Angehörigen organisieren sich in der IGAB

Gegründet und finanziert von fünf nationalen Organisationen – dem Schweizerischen Roten Kreuz,

der Krebsliga Schweiz, Pro Infirmis, Pro Senectute und Travail.Suisse – umfasst die Interessengemeinschaft Angehörigenbetreuung IGAB bereits mehr als 30 Organisationen aus der ganzen Schweiz. Die

la forme d'une association à but non lucratif lors d'une assemblée constitutive. L'un de ses premiers grands chantiers a été d'accompagner le traitement du projet de loi en faveur des proches aidants du Conseil fédéral au Parlement. Dans le but de défendre le projet, plusieurs fiches d'informations et des courriers ont été adressés aux membres des commissions parlementaires et aux deux plenums. Au final, l'intense lobbying de la CIPA et de ses membres ont payé puisque les quatre mesures proposées par le projet ont été adoptés par les deux chambres. Une cinquième mesure a même été ajoutée en cours de route.

Bien d'autres mesures doivent encore être prises pour améliorer la situation des proches aidants, en particulier de celles et ceux qui travaillent. La CIPA va

soumettre sa stratégie à ses membres en mai 2020.

Le 30 octobre, lors de la Journée des proches aidants, la CIPA a participé à la journée officielle du canton de Vaud, qui est à l'origine de cette manifestation.

*Mehr als 500 000 Personen nahmen am Frauenstreik teil.
Der 14. Juni 2020 wird in die Schweizer Geschichte eingehen!*

*Plus de 500 000 personnes ont participé à la grève des femmes.
Le 14 juin 2020 entrera dans l'histoire de la Suisse!*



Le congé paternité franchira aussi l'obstacle du référendum

Le congé paternité dans la dernière ligne droite

Fin septembre 2019, le Parlement a enfin accepté un congé paternité de deux semaines. Suite à cette décision, le comité d'initiative a retiré l'initiative sous condition. Cette information a été communiquée par l'association «Le congé paternité maintenant!» lors d'une conférence de presse. La raison la plus importante du retrait conditionnel est due aux sondages d'opinion, qui indiquaient que l'initiative échouerait en raison de la majorité des cantons. Le retrait a également été effectué au motif qu'il permettrait une mise en œuvre rapide du contre-projet. En outre, le débat

politique avait déjà beaucoup évolué à l'approche de l'événement. La discussion sur le congé paternité s'est soudainement transformée en discussion sur un temps parental. Le retrait laisse du champ libre à cette nouvelle discussion. Début novembre 2019, un groupe isolé de politiciens suisses-alsaciens de l'UDC proches de l'artisanat a annoncé le lancement d'un référendum contre un congé paternité de deux semaines. Le nombre requis de signatures a été déposé en janvier 2020. La votation populaire devrait avoir lieu à la fin du mois de septembre 2020.

Réforme de la LPP: les partenaires sociaux s'accordent sur un modèle

Suite à l'échec de la proposition AVS 2020, les partenaires sociaux ont été mandatés par le Conseil fédéral au printemps 2018 pour élaborer une proposition de réforme de la prévoyance professionnelle. Étonnamment pour beaucoup, les partenaires sociaux ont pu s'entendre sur un modèle après un an et demi de négociations. Il a été rendu public le 2 juillet 2019 par l'Union patronale suisse (UPS), l'Union syndicale suisse (USS) et Travail.Suisse. Il prévoit un taux de conversion minimal plus bas, un complément de rente pour compenser



Sozialpolitik

Vaterschaftsurlaub wird auch die Hürde der Volksabstimmung nehmen

Vaterschaftsurlaub auf der Zielgeraden

Ende September 2019 stimmte das Parlament endlich einem zweiwöchigen Vaterschaftsurlaub zu. Im Anschluss an diesen Entscheid zog das Initiativkomitee die Initiative bedingt zurück. Dies wurde vom Verein «Vaterschaftsurlaub jetzt!» an einer Medienkonferenz der Öffentlichkeit kommuniziert. Wichtigster Grund für den bedingten Rückzug der Initiative waren die Zustimmungswerte aus Umfragen, welche auf ein Scheitern der Initiative am Ständemehr hindeuteten. Der Rückzug erfolgte deshalb auch mit dem Argument, dass damit eine rasche Umsetzung des Gegenvorschlags möglich wird.

Zudem hatte sich bereits im Vorfeld die politische Debatte deutlich verschoben. Aus der Diskussion um einen Vaterschaftsurlaub war plötzlich eine Elternzeitdiskussion geworden. Dieser neuen Diskussion sollte mit dem Rückzug Platz gemacht werden. Anfang November 2019 kündigte eine Splittergruppe rund um gewerbliche Deutschschweizer SVP-Politikerinnen an, das Referendum gegen zwei Wochen Vaterschaftsurlaub zu ergreifen. Im Januar 2020 wurde die geforderte Anzahl an Unterschriften eingereicht. Die Abstimmung dürfte Ende September 2020 stattfinden.

Reform BVG: Sozialpartner einigen sich auf ein Modell

Nach dem Scheitern der Vorlage AHV 2020 waren die Sozialpartner im Frühling 2018 vom Bundesrat beauftragt worden, für die berufliche Vorsorge einen Reformvorschlag zu erarbeiten. Für viele überraschend konnten sich die Sozialpartner nach eineinhalb Jahren Verhandlungsarbeit auf ein Modell einigen. Dieses wurde am 2. Juli 2019 durch den Schweizerischen Arbeitgeberverband (SAV), den Schweizerischen Gewerkschaftsbund (SGB) und Travail.Suisse der Öffentlichkeit präsentiert. Es sieht einen tieferen Mindestumwandlungssatz, einen Rentenzuschlag zu dessen

Geschäftsstelle der IGAB wird von Travail.Suisse betreut.

Am 29. Mai 2019 machte die neue Organisation einen weiteren Schritt nach vorn: Im Rahmen einer Gründungsversammlung beschlossen die Mitglieder, aus einer einfachen Gesellschaft einen nicht gewinnorientierten Verein zu machen. Eine der ersten grossen Aufgaben dieses Vereins war die Begleitung der parlamentarischen Beratungen über das Gesetz zugunsten der betreuenden Angehörigen. In Namen der IGAB wurden Informationen an die Mitglieder der vorberatenden Kommissionen und anschliessend auch an alle Mitglieder des National- und Ständerats gesandt. Dieses Engagement zahlte sich aus; alle vier im Gesetzesentwurf vorgesehenen Massnahmen zugunsten der betreuenden Angehörigen wurden

von beiden Räten verabschiedet und es wurde sogar noch eine fünfte Massnahme beschlossen.

Es braucht allerdings noch weitere Massnahmen, um die Situation der betreuenden und pflegenden Angehörigen – insbesondere der Erwerbstätigen unter ihnen – zu verbessern. Die IGAB wird ihren Mitgliedern ihre Strategie im Mai 2020 vorlegen.

Am 30. Oktober nahm die IGAB an Tag der betreuenden und pflegenden Angehörigen des Kantons Waadt teil.

cela et diverses mesures pour moderniser le système de prévoyance professionnelle. La proposition des partenaires sociaux a été acceptée par le Conseil fédéral et soumise ensuite sans modification à la procédure de consultation. Le délai de consultation échoit au 29 mai 2020. Depuis juillet 2019, Travail.Suisse a plaidé pour le compromis dans de nombreux entretiens, discussions et déclarations écrites et l'a activement défendu.

Le Conseil fédéral a suivi la recommandation de la Commission fédérale de la prévoyance professionnelle et a laissé le taux d'intérêt minimum à 1 %. Travail.Suisse était représenté en 2019 dans la Commission par Bernard Tissières (SCIV) et Thomas Bauer.

Nouvelles propositions de réforme de l'AVS

En mai 2019, la loi fédérale sur la réforme fiscale et le financement de l'AVS (RFFA) a été approuvée par le peuple. En conséquence, des cotisations salariales supplémentaires seront versées à l'AVS et la contribution fédérale sera augmentée. Travail.Suisse a activement soutenu cet objet. Entre-temps, le Conseil fédéral a déjà présenté une nouvelle proposition de réforme de l'AVS (AVS 21). Il propose de relever l'âge de la retraite pour les femmes à 65 ans. Des mesures compensatoires sont prévues pour les femmes qui sont proches de l'âge de la retraite lorsque la réforme entrera en vigueur. En outre, des contributions supplémentaires à l'AVS doivent être versées par le biais d'une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée. Cela permettrait de financer solidement les prestations jusqu'en 2030. Travail.Suisse s'est publiquement opposé à un relèvement de l'âge de la retraite pour les femmes et a demandé que l'AVS soit davantage financée, y compris par d'autres moyens.

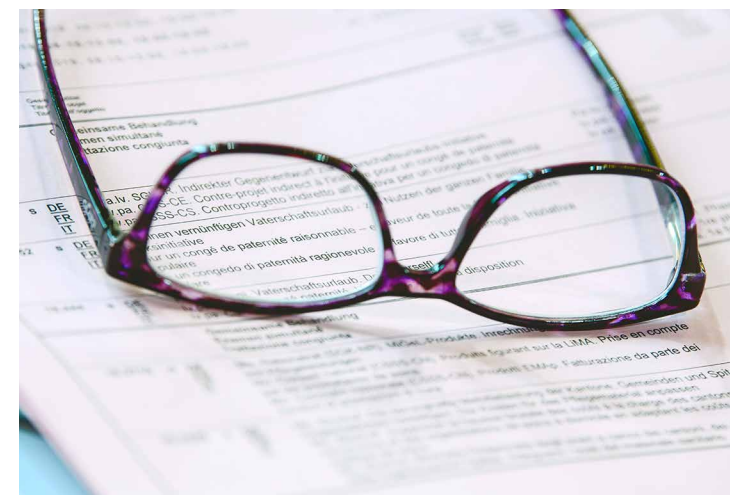
Les chômeurs âgés devraient avoir droit à une prestation transitoire

En juin 2019, le Conseil fédéral a mis en consultation un avant-projet de loi fédérale sur les prestations transitoires pour les chômeurs âgés. Elle a été accueillie très positivement par un large éventail de personnes. Travail.Suisse y a été favorable dès le début. Les chômeurs âgés – à condition qu'ils soient en fin de droits après 60 ans – doivent bénéficier d'une aide financière ciblée. Cela éviterait notamment aux chômeurs de longue durée âgés de devoir recourir à l'aide sociale après une longue vie active. Les rentes de vieillesse pourraient également être épargnées et les réductions correspondantes évitées. Cette nouvelle prestation s'inscrit dans un ensemble de mesures comprenant une analyse de la situation professionnelle, une évaluation du potentiel et des conseils de carrière pour les adultes âgés de 40 ans et plus. Dans le cadre du processus politique – y compris les auditions des commissions des deux conseils – Travail.Suisse a activement soutenu la prestation transitoire pour les chômeurs âgés. Jusqu'à la fin de 2019, il n'était pas clair si elle trouverait une majorité au Parlement et comment elle serait structurée exactement.

Assurance invalidité: la réduction des rentes pour enfants empêchée

Le Conseil national et le Conseil des États ont décidé d'introduire un système de rentes par paliers dans l'assurance invalidité. Cela signifie que le montant d'une rente d'invalidité correspond exactement au degré d'invalidité. Par conséquent, les rentes d'invalidité de faible montant sont augmentées, alors qu'elles sont réduites si le degré d'invalidité se situe entre 60 et 69 %. Cette mesure a pour but d'accroître les incitations économiques à l'emploi. Travail.Suisse, avec l'Alliance AI, avait fait campagne contre ce sys-

tème de retraite par paliers, car il entraînerait des réductions pour les personnes les plus handicapées au profit de personnes moins gravement handicapées. En revanche, il est positif que les rentières et rentiers âgés de 55 ans et plus restent dans l'ancien système. En outre, la réduction irresponsable de la rente pour enfant a pu être évitée. Associé au système de retraite par paliers, elle aurait conduit dans certains cas à des pénalités massives en matière de retraite pour les rentières et rentiers AI ayant des enfants.



Kompensation sowie verschiedene Massnahmen zur Modernisierung der beruflichen Vorsorge vor. Der Vorschlag der Sozialpartner wurde vom Bundesrat aufgenommen und anschliessend unverändert in die Vernehmlassung geschickt. Diese dauert bis am 29. Mai 2020. Travail.Suisse ist seit Juli 2019 in vielen Gesprächen, Diskussionen und schriftlichen Stellungnahmen für den Kompromiss eingestanden und hat diesen aktiv verteidigt.

Beim Mindestzinssatz folgte der Bundesrat der Empfehlung der Eidgenössischen Kommission für die berufliche Vorsorge und belies ihn bei 1 Prozent. Travail.Suisse war 2019 mit Bernard Tissières (SCIV) und Thomas Bauer in der Kommission vertreten.

Neue Reform vorschläge für die AHV

Im Mai 2019 wurde das Bundesgesetz über die Steuerreform und die AHV-Finanzierung (STAF) von der Stimmbevölkerung gutgeheissen. Dadurch fliessen unter anderem zusätzliche Lohnbeiträge in die AHV und der Bundesbeitrag wird erhöht. Travail.Suisse hat diese Vorlage aktiv unterstützt. Inzwischen hat der Bundesrat bereits einen neuen Vorschlag für die Reform der AHV (AHV 21) präsentiert. Er schlägt vor, das Frauenrentenalter auf 65 Jahre anzuheben. Für die Frauen, die bei Inkrafttreten der Reform kurz vor der Pensionierung stehen, sind Ausgleichsmassnahmen vorgesehen. Zudem sollen über eine Mehrwertsteuererhöhung zusätzliche Beiträge an die AHV fliessen. Dadurch könnten die Leistungen bis 2030 solide finanziert werden. Travail.

Das Parlament hat der Einführung eines Vaterschaftsurlaubs zugestimmt. Jetzt muss noch die Hürde der Volksabstimmung genommen werden.

Le Parlement a approuvé l'introduction du congé paternité. Il reste maintenant à franchir l'obstacle de la votation populaire.

Suisse hat sich öffentlich gegen eine Erhöhung des Frauenrentenalters ausgesprochen und eine weitergehende Finanzierung der AHV – auch über andere Finanzmittel – gefordert.

Ältere Arbeitslose sollen Anspruch auf Überbrückungsleistung haben

Im Juni 2019 schickte der Bundesrat einen Vorentwurf für ein Bundesgesetz über die Überbrückungsleistung für ältere Arbeitslose in die Vernehmlassung. Dieser wurde von breiten Kreisen weitgehend positiv aufgenommen. Travail.Suisse sprach sich von Beginn an für die Überbrückungsleistung aus. Ältere Arbeitslose – sofern sie nach dem 60. Altersjahr ausgesteuert werden – sollen damit gezielt finanziell unterstützt werden. Damit würde vor allem älteren Langzeitarbeitslosen nach einem langen Erwerbsleben der Gang zur Sozialhilfe erspart. Auch könnten die Altersrenten geschont und entsprechende Kürzungen verhindert werden. Die neue Leistung ist eingebettet in ein Massnahmenpaket, das unter anderem eine kostenlose Standortbestimmung, eine Potenzialabklärung und eine Laufbahnberatung für Erwachsene ab 40 Jahren vorsieht. Travail.Suisse setzte sich im Rahmen des politischen Prozesses – unter anderem im Rahmen der Anhörungen der Kommissionen beider Räte - aktiv für die Überbrückungsleistung für ältere Arbeitslose ein. Bis zum Ende des Jahres 2019 war nicht klar, ob sie im Parlament eine Mehrheit findet und wie sie genau ausgestaltet sein wird.

Invalidenversicherung: Abbau der Kinderrenten verhindert

National- und Ständerat haben beschlossen, neu ein stufenloses Rentensystem in der Invalidenversicherung einzuführen. Es führt dazu, dass die Höhe einer Invalidenrente genau dem

Invaliditätsgrad entspricht. Dadurch werden tiefe IV-Renten erhöht, während sie bei einem Invaliditätsgrad zwischen 60 bis 69 Prozent gekürzt werden. Ziel dieser Massnahme ist es, die wirtschaftlichen Anreize zur Aufnahme einer Erwerbstätigkeit zu erhöhen. Travail.Suisse hatte sich zusammen mit der IV-Allianz gegen dieses stufenlose Rentensystem engagiert, da dadurch Kürzungen bei Menschen mit einer stärkeren Behinderung zugunsten von Menschen mit weniger starken Behinderungen erfolgen. Positiv ist hingegen, dass Rentnerinnen und Rentner ab 55 Jahren noch im alten System verbleiben. Zudem konnte die unverantwortliche Kürzung der Kinderrenten verhindert werden. Sie hätte zusammen mit dem stufenlosen Rentensystem teilweise zu massiven Renteneinbussen bei IV-Rentnerinnen und Rentnern mit Kindern geführt.

Influencer la politique d'intégration par le dialogue

Il existe un intérêt sur les questions d'intégration et des besoins d'amélioration

Travail.Suisse a, en été 2018, constitué un groupe de travail tripartite avec des représentants des syndicats, des employeurs et de l'Etat pour élaborer un guide sur les bonnes pratiques d'intégration en entreprise, qui sera publié en 2020. En 2019, le groupe a poursuivi le dialogue en s'élargissant à de nouveaux membres et a réalisé un sondage, ainsi qu'une récolte de témoignages auprès de plusieurs entreprises et acteurs du monde du travail. Les résultats du sondage ont permis, entre autres, d'observer un intérêt pour les questions d'intégration et l'existence de besoins pour davantage d'information et d'outils. Quant aux témoignages, ils ont servi à montrer des exemples concrets de pratiques utilisées par différents acteurs du marché du travail (syndicats et travailleurs, entreprises, Etat). Le fonctionnement du groupe de travail, qui s'est poursuivi tout au long de l'année, a mis en œuvre le dialogue social et la capacité des partenaires sociaux à réfléchir à des nouveaux leviers d'action. Dans un contexte de changements législatifs et structurels, l'intégration professionnelle durable constitue un tremplin pour l'intégration, qui est d'autant plus nécessaire, au vu de la présence de main-d'œuvre issue de la migration sur le marché du travail. Les collaborations possibles entre différents partenaires constituent, dès lors, un pas pour améliorer l'intégration du personnel et prévenir les risques de discrimination au travail.

Absence d'accord sur un modèle de salaire partiel pour les réfugiés et les admis provisoires

Depuis ces dernières années, la volonté politique est de miser sur le potentiel de main-d'œuvre indigène dont font partie les réfugiés reconnus et les personnes admises à titre provisoire (R/AP). Dans l'optique de favoriser l'intégration de ce groupe de personnes issues du domaine de l'asile, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) a mis sur pied un projet-pilote de préapprentissage d'intégration qui a démarré en 2018 et dont le programme s'étend sur une durée de quatre ans. En parallèle, la Confédération et les cantons ont approuvé ensemble, en avril 2018, un Agenda Intégration suisse (AIS) mis en œuvre en 2019. Cet Agenda, qui prévoit un volet destiné à l'intégration professionnelle, a fait l'objet de discussions principalement liées à la protection des salaires et aux conditions de travail. Ainsi, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) a réuni les partenaires sociaux et divers spécialistes au début de l'année 2019, dans le but de trouver un accord établissant les conditions-cadres pour la première intégration des R/AP sur le premier marché de l'emploi. Travail.Suisse et les syndicats se sont opposés à la fixation d'un salaire minimum à CHF 300.- et à tout travail dont le salaire ne respecterait pas les conventions collectives de travail (CCT). Aucun accord n'a finalement pu être trouvé au niveau national et la recherche de solutions a été relayée au niveau des cantons.

De nouveaux projets pilotes pour l'intégration des réfugiés et admis provisoires

En 2019, le Conseil fédéral a décidé d'adopter une série de mesures pour encourager le potentiel de main-d'œuvre indigène. Parmi ces mesures, deux visent à renforcer l'intégration professionnelle des étrangers vivants en Suisse : la prolongation du projet-pilote sur les préapprentissages d'intégration (PAI+) et le projet d'aides financières aux employeurs (Afi). Travail.Suisse s'est prononcé en faveur de ces deux mesures dans le cadre des discussions organisées par le SEM. Le projet pilote PAI+ permettra de prolonger le projet-pilote de base en y intégrant d'autres groupes cibles (ressortissants d'Etats de l'UE/AELE et d'Etats tiers) et de toucher d'autres domaines professionnels. Quant au projet-pilote Afi, il assure aux travailleurs et travailleuses le versement d'un salaire conforme aux conventions collectives de travail (CCT) et vise à conclure des contrats de travail de durée indéterminée.

Die Integrationspolitik im Dialog gestalten

Bei der Integration gibt es Verbesserungsbedarf

Im Sommer 2018 setzte Travail.Suisse eine tripartite Arbeitsgruppe mit Vertreterinnen und Vertretern der Gewerkschaften, der Arbeitgeber und der Behörden ein, um einen Leitfaden über gute Praktiken für die Integration in Unternehmen zu erstellen, der 2020 veröffentlicht werden soll. Im Jahr 2019 setzte die Gruppe die Gespräche in erweiterter Zusammensetzung fort. Sie führte zudem eine Umfrage durch und holte Erfahrungsberichte von verschiedenen Unternehmen und Akteuren der Arbeitswelt ein. Die Ergebnisse der Umfrage zeigten auf, dass ein Interesse an Integrationsfragen besteht und mehr Informationen und Instrumente willkommen wären. Den Erfahrungsberichten konnten konkrete Beispiele von Praktiken entnommen werden, die verschiedene Akteure auf dem Arbeitsmarkt bereits anwenden. Die Arbeitsgruppe hat mit ihrer Arbeit den sozialen Dialog umgesetzt und die Fähigkeit der Sozialpartner unterstrichen, gemeinsam über neue Handlungshebel nachzudenken. Vor dem Hintergrund gesetzlicher und struktureller Veränderungen ist die dauerhafte berufliche Integration der Arbeitnehmenden mit Migrationshintergrund für die Integration im Allgemeinen von zentraler Bedeutung. Die Zusammenarbeit zwischen verschiedenen Partnern ist daher ein Schritt zur Verbesserung der Integration und zur Verhinderung von Diskriminierung am Arbeitsplatz.

Keine Einigung auf ein Teillohnmodell für Flüchtlinge und vorläufig Aufgenommene

Seit einigen Jahren besteht der politische Wille, das inländische Arbeitskräftepotenzial – dazu gehören auch die anerkannten Flüchtlinge und die vorläufig aufgenommenen Personen – zu fördern. Im Hinblick auf die bessere Integration dieser Personengruppe aus dem Asylbereich hat das Staatssekretariat für Migration (SEM) ein Pilotprojekt für eine Integrationsvorlehre ins Leben gerufen, das 2018 startete und vier Jahre lang dauern wird. Parallel dazu lancierten Bund und Kantone im April 2018 die Integrationsagenda Schweiz, die 2019 umgesetzt wurde. Eines der Ziele dieser Agenda ist die berufliche Integration. In diesem Zusammenhang waren insbesondere die Löhne und Arbeitsbedingungen ein Thema. Das SEM holte Anfang 2019 die Sozialpartner und verschiedene Experten an den Tisch im Hinblick auf eine Einigung bezüglich der Rahmenbedingungen für die Integration von Flüchtlingen und vorläufig Aufgenommenen im ersten Arbeitsmarkt. Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände setzten sich gegen einen Mindestlohn von 300 Franken sowie gegen jede Arbeit, die nicht gemäss den Bestimmungen des in der jeweiligen Branche gültigen Gesamtarbeitsvertrags (GAV) entlohnt wird, zur Wehr. Auf nationaler Ebene kam letztlich keine Einigung zustande und die Suche nach Lösungen wurde den Kantonen übertragen.

Neue Pilotprojekte für die Integration von Flüchtlingen und vorläufig Aufgenommenen

2019 ergriff der Bundesrat eine Reihe von Massnahmen im Hinblick auf die Förderung des inländischen Arbeitskräftepotenzials. Zwei dieser Massnahmen zielen auf die bessere berufliche Integration der in der Schweiz lebenden Ausländerinnen und Ausländer ab: die Verlängerung des Pilotprojekts zur Integrationsvorlehre (INVOL+) und das Projekt für Finanzhilfen für Arbeitgeber. Travail.Suisse sprach sich im Rahmen der vom SEM organisierten Gespräche für diese Massnahmen aus. Das Pilotprojekt INVOL+ erweitert das Basisprojekt um weitere Zielgruppen (Staatsangehörige von EU/EFTA und Drittländern) und erschliesst zusätzliche Berufsfelder. Das Pilotprojekt Finanzhilfen garantiert den Arbeitnehmenden einen Lohn, der den in den Gesamtarbeitsverträgen enthaltenen Vorgaben entspricht, und strebt den Abschluss unbefristeter Arbeitsverträge an.

La formation pour tous

Façonner l'avenir de la formation professionnelle

Actuellement, le projet le plus important dans le cadre de la formation professionnelle est la stratégie Formation professionnelle 2030, qui vise à adapter la formation professionnelle aux défis de l'avenir à l'aide du processus stratégique qui a été lancé. Travail.Suisse est présent dans les instances dirigeantes et a contribué à développer une nouvelle gouvernance de la formation professionnelle en partenariat avec ses partenaires. Cela devrait apporter plus de transparence aux processus et mieux impliquer les différents acteurs de la formation professionnelle dans la prise de décision.

Les personnes handicapées et leur accès à la formation

Un atelier sur « Les personnes handicapées et leur accès à la formation » a été organisé lors de la conférence des partenaires de la formation professionnelle sous la direction de Travail.Suisse. Les résultats ont été intégrés dans la stratégie Formation professionnelle 2030. Travail.Suisse a ensuite mis en place un forum de dialogue sur le sujet et les premières clarifications ont été apportées sur les questions relatives à la compensation des désavantages.

Les atouts des certificats de branche

En 2019, Travail.Suisse, en collaboration avec la Fédération suisse pour la formation continue (FSEA), a présenté l'étude « Recon-

naissance des certificats de branche sur le marché du travail » lors d'une conférence de presse. Les certificats de branche sont des cours de formation non formels. Ils ne sont pas reconnus par l'État, mais ont une valeur sur le marché du travail grâce à la reconnaissance et au contrôle de la branche. Ils créent ainsi un accès à la formation et au travail à des seuils inférieurs pour divers groupes cibles (personnes qui changent de carrière ou d'emploi, personnes qui réintègrent le marché du travail, migrant-e-s) et contribuent à pallier la pénurie de travailleuses et travailleurs qualifiés.

Apprendre à résoudre des conflits dans le cadre d'une représentation théâtrale

En 2019, le projet « I Girl – I Boy – I Phone », développé par Travail.Suisse en collaboration avec la troupe de théâtre Maralam, a été mis en œuvre dans quatre écoles professionnelles. Il contient des unités d'enseignement sur le thème du « racisme et des médias sociaux » et un théâtre forum sur le sujet, où les apprenant-e-s peuvent intervenir dans les manifestations théâtrales et tester leurs solutions aux conflits soulevés sur scène.

Relation entre l'enseignement supérieur et la formation professionnelle supérieure: nouvelle réglementation

Les hautes écoles peuvent-elles proposer des cours de préparation aux examens professionnels et aux exa-

mens professionnels supérieurs ? La loi dit « oui » s'il n'y a pas de distorsion de concurrence avec les prestataires de la formation professionnelle supérieure. Dans quelles conditions ? Un groupe de travail du Conseil universitaire suisse a été chargé de clarifier cette question. Travail.Suisse a joué un rôle formateur dans ce groupe de travail et a contribué à trouver une solution qui soit bonne pour les hautes écoles et la formation professionnelle.

Nouveau contrat de mandat

Depuis le 1er janvier 2019, Travail.Suisse a un accord avec l'Association suisse pour l'enseignement de la culture générale (SVABU). Travail.Suisse conseille et soutient cette association dans son travail sur la politique de la formation et l'informe des discussions et décisions actuelles en la matière.



Bildung für alle

Zukunft der Berufsbildung gestalten

Das wichtigste Projekt im Rahmen der Berufsbildung ist gegenwärtig die Strategie Berufsbildung 2030. Mit Hilfe des gestarteten Strategieprozesses soll die Berufsbildung für die Zukunft fit gemacht werden. Travail.Suisse ist in den Leitungsgremien präsent und half verbundpartnerschaftlich mit, eine neue Governance der Berufsbildung zu entwickeln. Diese soll mehr Transparenz in die Prozesse bringen und die verschiedenen Akteure der Berufsbildung besser in die Entscheidungsfindung einbinden.

An der Verbundpartnertagung der Berufsbildung wurde unter der Leitung von Travail.Suisse ein Workshop zum Thema «Menschen mit Behinderungen und ihr Zugang zur Bildung» durchgeführt. Die Ergebnisse sind in die Strategie Berufsbildung 2030 eingeflossen. In der Folge wurde durch Travail.Suisse ein Dialogforum zum Thema aufgebaut und es wurden erste Abklärungen zu Fragen rund um den Nachteilsausgleich gemacht.

Menschen mit Behinderungen und ihr Zugang zur Bildung

2019 präsentier- te Travail.Suisse in Zusammenarbeit mit dem Schweizerischen

Verband für Weiterbildung SVEB anlässlich einer Medienkonferenz die Studie «Anerkennung von Branchenzertifikaten auf dem Arbeitsmarkt». Branchenzertifikate sind non-formale Ausbildungen. Sie sind nicht vom Staat anerkannt, haben aber durch Anerkennung und Kontrolle durch eine Branche einen Wert auf dem Arbeitsmarkt. Branchenzertifikate schaffen damit für verschiedene Zielgruppen (Quer-, Um-, Wiedereinsteigerinnen und -einsteiger, Migrantinnen und Migranten) einen niederschweligen Zugang zu Bildung und Arbeit und helfen mit, den Fachkräftemangel zu mildern.

Die Stärken von Branchenzertifikaten

2019 wurde an vier Berufsfachschulen das Projekt «I Girl – I Boy – I Phone» durchgeführt, das Travail.Suisse zusammen mit der Theatergruppe Maralam entwickelt hat. Es enthält Unterrichtseinheiten und ein Forumtheater zum Thema «Rassismus und soziale Medien», bei dem die Lernenden in das Theatergeschehen eingreifen und ihre Lösungen für die aufgeworfenen Konflikte auf der Bühne testen können.

Im Rahmen einer Theateraufführung Konflikte lösen lernen

Dürfen Hochschulen Vorbereitungskurse für Berufsprüfungen

Verhältnis Hochschulbildung-Höhere Berufsbildung: neue Regelung

und Höhere Fachprüfungen anbieten? Das Gesetz sagt «Ja», wenn es zu keinen Wettbewerbsverzerrungen gegenüber Anbietern der höheren Berufsbildung kommt. Unter welchen Bedingungen ist das der Fall? Eine Arbeitsgruppe des Schweizerischen Hochschulrates wurde damit beauftragt, diese Frage abzuklären. Travail.Suisse hat prägend in dieser Arbeitsgruppe mitgearbeitet und dazu beigetragen, eine für die Hochschulen und die Berufsbildung gute Lösung zu finden.

Neuer Mandatsvertrag

Seit dem 1. Januar 2019 besteht zwischen Travail.Suisse und dem Schweizerischen Verband für allgemeinbildenden Unterricht SVABU eine Vereinbarung. Travail.Suisse berät und unterstützt diesen Verband in seiner bildungspolitischen Arbeit und informiert ihn über die aktuellen bildungspolitischen Diskussionen und Entscheidungen.

Beim Forumtheater haben die Zuschauenden die Möglichkeit, in das Theatergeschehen einzugreifen und ihre Lösungen für die auf der Bühne thematisierten Konflikte zu testen.

Au Théâtre Forum, le public a la possibilité d'intervenir dans les manifestations théâtrales et de tester ses solutions aux conflits abordés sur scène.

Les jeunes font bouger la politique climatique

Pour une transition juste

2019 a été marqué par les manifestations des jeunes pour le climat. Au Parlement, le Conseil des Etats a un peu amélioré le projet de révision de loi sur le CO₂ pour la période après 2020 du Conseil fédéral. Du fait du succès des Vert·e·s lors des élections fédérales d'octobre 2019, on devrait aboutir à une version de la loi au moins équivalente à la mouture du Conseil des Etats. Mais il faudra, selon Travail.Suisse, accélérer le rythme de réduction des émissions de gaz à effet de serre si l'on veut atteindre l'objectif du Conseil fédéral de zéro émission nette d'ici 2050. Travail.Suisse va continuer à s'engager pour des réductions d'émissions de gaz à effet de serre un peu plus fortes que prévu et pour que l'on renonce progressivement à recourir à l'achat de certificats à l'étranger pour atteindre les objectifs. Le climat mais aussi l'économie et l'emploi en Suisse en sortiront gagnants, car on stimulera plus l'innovation et les investissements dans les technologies propres dans notre pays. Pour faire mieux comprendre le rôle que peut jouer une organisation faîtière de travailleurs et travailleuses comme la nôtre dans la politique climatique, Travail.Suisse s'est entretenu avec la Direction de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Travail.Suisse s'engage pour que les changements structurels de l'économie, qui vont s'accroître au fur et à mesure de la décarbonisation de l'économie, ne se fassent pas au détriment de travailleurs et travailleuses de certaines branches. C'est pourquoi il faut introduire en Suisse dans la politique climatique le concept de « transition juste », qui figure expressément dans le préambule de l'Accord de Paris sur le climat. Dans cette perspective, Travail.

2019 a été marqué par les manifestations des jeunes

Suisse a présenté à son comité en automne 2019 une feuille de route pour le climat et l'emploi devant déboucher sur un plan d'action avec des mesures pour que la politique climatique tienne mieux compte des aspects du marché du travail, des aspects sociaux, de la formation et des régions périphériques.

L'ouverture complète du marché de l'électricité seulement avec des mesures pour le personnel

Travail.Suisse et ses fédérations les plus concernées (FPE et Syna) avaient rendu public

en automne 2018 un document de position intitulé « Marché de l'électricité en transformation et sous pression. Défis à surmonter et propositions pour les salariés ». Malheureusement, le Conseil fédéral ne prévoit pas de prendre en considération nos propositions pour le message qu'il publiera en 2020. Nous ferons donc du lobbying auprès des commissions parlementaires qui traiteront du projet pour qu'une ouverture complète du marché de l'électricité soit assortie de mesures pour la formation du personnel et pour la protection des conditions de travail et salariales, en particulier avec une convention collective de branche.



Die Jugend bringt Bewegung in die Umweltpolitik



Die Jugend macht Druck für mehr Klimaschutz.

Les jeunes font pression pour une meilleure protection du climat.

Für einen gerechten Übergang

2019 war von den Klimaprotesten der Jugend geprägt. Der Ständerat besserte im Parlament den Entwurf des Bundesrates zur Revision des CO₂-Gesetzes für die Zeit nach 2020 leicht nach. Es ist zu hoffen, dass der Erfolg der Grünen bei den eidgenössischen Wahlen im Oktober 2019 zu einer Version des Gesetzes führt, die der vom Ständerat entworfenen Fassung mindestens gleichwertig ist. Gemäss Travail.Suisse müssen die Treibhausgasemissionen jedoch erheblich schneller reduziert werden, wenn das Ziel des Bundesrates von Netto-Null Emissionen bis 2050 erreicht werden soll. Travail.Suisse wird sich deshalb weiterhin für eine stärkere Reduktion der Treibhausgasemissionen sowie für den schrittweisen Verzicht auf den Kauf von Emissions-Zertifikaten aus dem Ausland einsetzen. Nicht nur das Klima, sondern auch die Wirtschaft und die Beschäftigung in der Schweiz werden davon profitieren, da Innovation und Investitionen in saubere Technologien in unserem Land weiter gefördert werden. Um ein besseres Verständnis für die Rolle zu erhalten, die eine Dachorganisation von Arbeitnehmenden wie die unsere in der Klimapolitik spielen kann, führte Travail.Suisse Gespräche mit der Leitung des Bundesamtes für Umwelt (BAFU). Travail.Suisse setzt sich dafür ein, dass die strukturellen Veränderungen in der Wirtschaft, die mit der Dekarbonisierung der Wirtschaft noch ausgeprägter werden, nicht zu Lasten der Arbeitnehmenden in bestimmten Branchen gehen. Aus diesem Grund muss der Begriff des «gerechten Übergangs», der in der Präambel

Vollständige Öffnung des Strommarktes nur mit Massnahmen für das Personal

des Pariser Klimaabkommens ausdrücklich erwähnt wird, Eingang in die Schweizer Klimapolitik finden. In diesem Sinne hat Travail.Suisse im Herbst 2019 dem Vorstand eine Roadmap für Klima und Arbeit vorgelegt, der in einen Aktionsplan mit Massnahmen münden soll, welche die bessere Berücksichtigung der Ansprüche des Arbeitsmarkts, der Sozialpolitik, der Bildung und der Randregionen sicherstellt.

Im Herbst 2018 veröffentlichten Travail.Suisse und die von der Thematik am stärksten betroffenen Verbände (VPE und Syna) ein Positionspapier mit dem Titel «Strommarkt im Wandel und unter Druck. Zu meisternde Herausforderungen und Vorschläge für die Arbeitnehmenden». Der Bundesrat will diese Vorschläge leider nicht in die Botschaft aufnehmen, deren Veröffentlichung 2020 vorgesehen ist. Travail.Suisse wird deshalb bei den parlamentarischen Kommissionen, die sich mit der Vorlage befassen, Lobbyarbeit leisten. Es gilt sicherzustellen, dass eine vollständige Öffnung des Strommarktes mit Massnahmen zur Weiterbildung des Personals und zum Schutz der Arbeits- und Lohnbedingungen, insbesondere in Form eines Branchen-Gesamtarbeitsvertrags, einhergeht.

L'OIT fête son centenaire

Célébration du centenaire de l'Organisation internationale du travail (OIT)

La Conférence internationale du travail de l'OIT qui s'est tenue au début

du mois de juin à Genève a marqué le centenaire de l'organisation. Travail.Suisse a été représenté par Hélène Agbémégnah et Denis Torche. C'est la Suisse qui a eu l'honneur de présider la Conférence du Centenaire. Les conseillers fédéraux Alain Berset et Guy Parmelin ont tenu des discours en séance plénière et l'occasion a été donnée aux partenaires sociaux suisses d'échanger avec eux. Grâce à la pression des syndicats suisses, il a aussi été possible, dans le contexte de la Conférence, de parvenir à un projet de médiation pour que la Suisse instaure enfin, comme le recommande l'OIT, une protection contre les licenciements antisyndicaux digne de ce nom. Les principaux résultats concrets de la Conférence ont été l'adoption d'une nouvelle convention internationale du travail concernant l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail et une Déclaration du centenaire pour l'avenir du travail. Travail. Suisse a été particulièrement actif en cette année du centenaire de l'OIT. Ainsi Hélène Agbémégnah a rédigé un guide expliquant la mission, le fonctionnement de l'OIT et son importance pour les travailleurs et travailleuses aussi en Suisse. En outre, le centenaire de l'OIT a été thématiqué lors de l'assemblée des délégué-e-s de notre œuvre d'entraide Brücke • Le pont en mai 2019 : dans sa partie thématique Anna Biondi, directrice adjointe du bureau pour les travailleurs de l'OIT (ACTRAV), a tenu un exposé sur l'OIT, suivi d'un échange approfondi avec les participant-e-s.

Libre-échange: légères avancées pour les aspects sociaux et environnementaux

La Suisse continue à miser sur le développement des accords

de libre-échange (ALE) qu'elle négocie, dans le cadre de l'AELE, avec d'importants partenaires économiques. L'accord conclu avec l'Indonésie en 2018 a été approuvé par le Parlement à fin 2019. Quant à l'accord avec les pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay), les négociations sont terminées et il pourrait être signé en 2020 malgré une forte opposition d'ONG, de milieux paysans mais aussi syndicale. Le référendum pourrait être lancé. Travail. Suisse continue à demander que les dispositions sur les droits humains, du travail et de l'environnement qui figurent dans ces accords soient soumises au mécanisme de l'arbitrage avec, en dernier recours, la possibilité de prendre des sanctions. Il faudrait aussi que les partenaires sociaux puissent faire partie des comités mixtes qui gèrent ces accords. De petites avancées ont toutefois eu lieu. Primo, à l'avenir, le non-respect des droits du travail et de l'environnement pourront être soumis pour avis à des panels d'experts indépendants. Secundo, le chapitre sur le développement durable des ALE sera renforcé et inclura de nouveaux éléments relatifs à l'Agenda 21 de l'ONU, au travail décent de l'OIT, aux Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales et à l'Accord de Paris sur le climat.

ILO feiert ihr 100jähriges Bestehen

Feierlichkeiten zum hundertjährigen Bestehen der Internationalen Arbeitsorganisation (ILO)

Die Internationale Arbeitskonferenz der ILO, die Anfang Juni in Genf stattfand, markierte das hundertjährige Bestehen der Organisation. Travail.Suisse war durch Hélène Agbémégnah und Denis Torche vertreten. Die Schweiz hatte die Ehre, die Hundertjahrfeier-Konferenz zu leiten. Die Bundesräte Alain Berset und Guy Parmelin hielten Reden im Plenum und die Schweizer Sozialpartner hatten die Möglichkeit, sich mit ihnen auszutauschen. Dank des Drucks der Schweizer Gewerkschaften konnte im Kontext der Konferenz auch eine Mediation zwischen den Arbeitgebern und den Gewerkschaften durchgesetzt werden, mit denen der Schutz vor gewerkschaftsfeindlichen Kündigungen auf das von den ILO-Übereinkommen geforderte Niveau gehoben werden kann. Die wichtigsten konkreten Ergebnisse der Konferenz waren die Verabschiedung eines neuen Internationalen Arbeitsübereinkommens zur Beseitigung von Gewalt und Belästigung in der Arbeitswelt und eine Erklärung über die Zukunft der Arbeit. Travail.Suisse war im Jahr des hundertjährigen Bestehens der ILO besonders aktiv. Hélène Agbémégnah beispielsweise verfasste einen Leitfaden, in dem die Aufgabe, die Funktionsweise der ILO und ihre Bedeutung für die Arbeitnehmenden in der Schweiz erläutert werden. Das hundertjährige Bestehen der ILO war zudem Thema der Delegiertenversammlung des Hilfswerks Brücke • Le pont im Mai 2019: Anna Biondi, stellvertretende Direktorin des Arbeitnehmerbüros der ILO (ACTRAV), hielt einen

Vortrag über die ILO, dem eine ausführliche Diskussion mit den Teilnehmenden folgte.

Freihandel: Kleine Fortschritte bei sozialen und ökologischen Aspekten

Die Schweiz konzentriert sich weiterhin auf die Entwicklung der Freihandels-

abkommen (FHA), die sie mit wichtigen Wirtschaftspartnern im Rahmen der EFTA aushandelt. Das 2018 mit Indonesien abgeschlossene Abkommen wurde Ende 2019 vom Parlament genehmigt. Die Verhandlungen zum Abkommen mit den Mercosur-Ländern (Brasilien, Argentinien, Uruguay, Paraguay) sind abgeschlossen, und es könnte trotz des starken Widerstands von Nichtregierungsorganisationen, bäuerlichen Kreisen und Gewerkschaften 2020 unterzeichnet werden. Möglicherweise wird das Referendum ergriffen. Travail.Suisse fordert weiterhin, dass die in den Freihandelsabkommen enthaltenen Bestimmungen zu Menschen-, Arbeits- und Umweltrechten der Schiedsgerichtsklausel unterstellt werden und als letztes Mittel die Möglichkeit von Sanktionen besteht. Die Sozialpartner sollten sich auch an den gemeinsamen Ausschüssen beteiligen können, die diese Abkommen verwalten. Immerhin sind auch einige Fortschritte zu verzeichnen. So könnten künftig missachtete Arbeits- und Umweltrechte unabhängigen Expertengremien zur Stellungnahme vorgelegt werden. Zudem wird das Kapitel über nachhaltige Entwicklung in den Freihandelsabkommen gestärkt und enthält neue Elemente, die sich auf die UN-Agenda 21, die menschenwürdige Arbeit gemäss IAO, die OECD-

Leitsätze für multinationale Unternehmen und das Pariser Klimaabkommen beziehen.

La réforme fiscale passe grâce aux mesures de compensation

Oui à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA): un bon compromis

Le Parlement a prévu pour la réforme fiscale un modèle de compensation complètement nouveau en attribuant les deux milliards de francs de pertes fiscales à l'AVS. La loi relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS a été ainsi adoptée à la session d'automne des chambres fédérales. Pour Travail.Suisse, il n'était guère possible d'aboutir à un meilleur compromis au niveau fédéral et n'a donc pas soutenu le référendum. Travail.Suisse s'est ainsi engagé dans la campagne de votation, en publiant en particulier plusieurs opinions dans les journaux comme Le Temps ou l'Agefi. Certes, dans plusieurs cantons, les pertes fiscales seront importantes. Mais pour les combattre, il faut miser d'abord sur les instruments de la démocratie directe dans les cantons. Travail.Suisse a ainsi salué l'issue du scrutin, le 19 mai 2019, avec 66.45 % de oui.

Pas de cadeaux fiscaux aux familles aisées

Travail.Suisse a soutenu le référendum lancé par le PS contre les cadeaux fiscaux faits aux familles aisées dans l'impôt fédéral direct (IFD). Alors que le projet originel ne prévoyait que d'augmenter la déduction fiscale des frais de garde dans l'IFD avec un coût de 10 millions de francs, la droite a réussi à modifier le projet en augmentant aussi la déduction pour enfants de 6500 à 10000 francs. Les pertes fiscales se chiffrent désormais à 350 millions de francs et ces déductions fiscales ne profiteront qu'aux revenus élevés à très

élevés. Près de la moitié des familles ne bénéficieront en rien de la réforme.

L'assouplissement du frein à l'endettement se fait attendre

Le frein à l'endettement a continué à être critiqué par Travail.Suisse en 2019 car les excédents budgétaires ne servent qu'à réduire la dette de la Confédération alors qu'on pourrait, au moins en partie, les affecter à des investissements. Avec un Parlement moins à droite depuis les élections fédérales de 2019, il faut remettre l'ouvrage sur le métier et assouplir le frein à l'endettement. Travail.Suisse plaide, comme le Conseil fédéral l'avait proposé, pour une modification de la loi sur les finances qui permettrait d'utiliser à des fins d'investissement les crédits non utilisés.

Le réseau postal toujours source de préoccupation

Le réseau postal continue à être une source de préoccupation avec la suppression d'un nombre considérable d'offices postaux. Travail.Suisse a soutenu à cette fin plusieurs interventions parlementaires pour y mettre des conditions régionales et sociales (critères d'accès régionaux, formation du personnel des agences, surveillance etc.). Cette pression politique a conduit à la révision de l'ordonnance sur la Poste. Bien que celle-ci apporte quelques améliorations sur le plan de l'accessibilité et des processus décisionnels, elles ne suffisent pas à inverser la tendance à la réduction massive des offices de poste.

Steuerreform gelingt dank Ausgleichsmassnahmen

Ja zur Steuerreform und zur Finanzierung der AHV (STAF): ein guter Kompromiss

steuerlichen Sonderregelungen für Unternehmen durch Massnahmen zur Finanzierung der AHV zu ergänzen und 2 Milliarden Franken dafür vorzusehen. Travail.Suisse erachtete einen besseren Kompromiss auf Bundesebene als nicht möglich und lehnte es deshalb ab, das dagegen ergriffene Referendum zu unterstützen. Travail.Suisse machte sich in der Abstimmungskampagne für den Kompromiss stark, namentlich mit der Veröffentlichung mehrerer Stellungnahmen in Zeitungen wie «Le Temps» oder «L'Agefi». Es könnte zwar in mehreren Kantonen zu erheblichen Steuerverlusten kommen. Um diese zu verhindern, müssen die Instrumente der direkten Demokratie in den Kantonen eingesetzt werden. Travail.Suisse begrüsst deshalb den Ausgang der Volksabstimmung vom 19. Mai 2019 mit 66,45 Prozent Ja-Stimmen.

Keine Steuervergünstigungen für wohlhabende Familien

Während der ursprüngliche Plan nur eine Erhöhung des Steuerabzugs für externe Kinderbetreuungskosten vorsah, was den Bund ca. 10 Millionen Franken gekostet hätte, erhöhte das Parlament in einer Hau-

Im Sinne eines sozialen Ausgleichs entschied das Parlament in der Herbstsession, die mit der Steuerreform vorgesehenen neuen

rückübung den allgemeinen Steuerabzug für Kinder von 6500 auf 10000 Franken. Die Steuerverluste belaufen sich damit auf 350 Millionen Franken. Kommt hinzu, dass diese Steuerabzüge nur hohen bis sehr hohen Einkommen zugutekommen werden. Fast die Hälfte aller Familien wird nichts davon haben.

Lockerung der Schuldenbremse ist überfällig

Lockern, weil die Überschüsse nur zur Tilgung der Bundesschulden eingesetzt und nicht für Investitionen genutzt werden. Aufgrund der Verschiebungen bei den eidgenössischen Wahlen von 2019 muss das Anliegen, die Schuldenbremse zu lockern, wieder aufgenommen werden. Travail.Suisse setzt sich, wie vom Bundesrat vorgeschlagen, für eine Änderung des Finanzhaushaltsgesetzes ein im Hinblick auf die Verwendung von nicht genutzten Krediten für Investitionszwecke.

Poststellennetz gibt weiter Anlass zur Sorge

gibt das Poststellennetz weiterhin Anlass zur Sorge. Travail.Suisse unterstützte in diesem Zusammenhang mehrere parlamentarische Vorstösse, welche eine bessere Berücksichtigung der regionalen und sozialen Kriterien (regionale Erreichbarkeitskriterien, Ausbildung des Personals der Poststellen, Überwachung usw.) forderten. Dieser politische Druck führte zur Revision der Postverordnung. Diese bringt zwar

einige Verbesserungen in Bezug auf die Erreichbarkeit der Poststellen und die Entscheidungsprozesse über die Poststellen, aber diese reichen nicht.

Travail.Suisse kritisierte auch im Berichtsjahr die Schulden-

Aufgrund der Schliessung einer beträchtlichen Zahl von Poststellen

Le Parlement admet enfin le congé paternité

Le moment est venu pour le congé paternité

Dans ses travaux liés au Parlement, Travail.Suisse s'est naturellement concentré, au cours de l'année écoulée, principalement sur le débat sur le congé paternité et sur l'initiative correspondante « Pour un congé de paternité raisonnable – en faveur de toute la famille », que Travail.Suisse avait lancée avec d'autres associations organisées dans l'association « Le congé paternité maintenant ! ». L'initiative prévoyait un congé paternité de quatre semaines ; le contre-projet d'un congé paternité de deux semaines élaboré par la Commission des affaires sociales du Conseil des États a finalement prévalu. La longueur de la liste des orateurs a montré que la question est au cœur de la politique d'égalité des sexes. Une soixantaine de membres du Conseil national se sont exprimés sur le sujet. L'urgence de la demande a également été démontrée par le fait que le Parlement, qui avait rejeté un congé paternité de deux semaines encore au printemps 2016, est revenu sur sa décision trois ans et demi plus tard seulement.

Travail.Suisse et ses fédérations affiliées ont contribué de manière significative à ces progrès grâce à leurs années de travail sur le sujet et à leur initiative populaire. Après d'intenses discussions, on a décidé, avec l'association « Le congé paternité maintenant ! », de retirer l'initiative d'un congé paternité de quatre semaines en faveur de la variante adoptée par le Parlement. Avec le retrait conditionnel, il s'agit de permettre l'introduction d'un congé paternité de deux semaines le plus tôt possible. Néanmoins, le référendum lancé de manière hésitante par

des groupes isolés des arts et métiers a finalement abouti. Il reste donc un dernier obstacle à surmonter : celui de la votation populaire.

Le monitoring du stress doit être mis à jour

Ces dernières années, le « Baromètre Conditions de travail » de Travail.Suisse a montré que de nombreux employé·e·s souffrent d'un stress croissant. Afin de suivre cette évolution et, sur cette base, de mettre au point des mécanismes de protection appropriés pour eux, il serait utile que la Confédération procède à un contrôle du stress actuel. Le président de Travail Suisse, Adrian Wüthrich, a donc soumis au Conseil national une motion demandant au Conseil fédéral de charger le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) d'élaborer une étude actuelle sur le thème du stress. Le conseiller aux Etats du PS, Roberto Zanetti, a présenté une intervention analogue à la petite chambre.

Événements de la session sur des sujets d'actualité

Travail.Suisse organise deux fois par an un événement de session dans le but de favoriser l'échange direct avec les parlementaires et de discuter d'un sujet d'actualité. Ces événements ont lieu lors des sessions de printemps et d'automne. La rencontre de la session de printemps a été consacrée à la loi sur le travail. Le choix de ce sujet a été motivé par deux initiatives parlementaires qui menacent de saper le cœur de la loi sur le travail, à savoir la protection de la santé des travailleurs et travailleuses. Le thème de la

rencontre de la session d'automne était la proposition de compromis des partenaires sociaux nationaux en matière de réforme de la LPP. Travail.Suisse a profité de l'occasion pour informer en priorité les parlementaires de première main sur cette proposition.

Travail.Suisse est également l'un des organisateurs des événements du Groupe parlementaire pour le travail, qui se tiennent pendant les sessions d'été et d'hiver. Le titre de la rencontre de la session d'été était « Une meilleure protection sociale pour les demandeurs d'emploi âgés ». La session d'hiver a été consacrée aux mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. 15 ans après leur entrée en vigueur, la protection que ces mesures offrent contre le dumping salarial et social a été démontrée.



Parlament bekennt sich endlich zum Vaterschaftsurlaub

Die Zeit ist reif für den Vaterschaftsurlaub

Bei der Arbeit mit dem Parlament lag der Schwerpunkt im Berichtsjahr natürlich

vor allem bei der Debatte über den Vaterschaftsurlaub und die entsprechende Initiative «Für einen vernünftigen Vaterschaftsurlaub – zum Nutzen der ganzen Familie», welche Travail.Suisse gemeinsam mit anderen im Verein «Vaterschaftsurlaub jetzt!» organisierten Verbände lanciert hatte. Die Initiative forderte einen vierwöchigen Vaterschaftsurlaub; durchgesetzt hat sich schliesslich der von der ständerätlichen Sozialkommission ausgearbeitete Gegenvorschlag für einen zweiwöchigen Vaterschaftsurlaub. Dass das Anliegen zentral ist in der Gleichstellungspolitik, zeigte sich an der Länge der Rednerliste. Im Nationalrat äusserten sich rund 60 Nationalrätinnen und Nationalräte zum Thema. Die Dringlichkeit der Forderung zeigte sich aber auch an der Tatsache, dass das Parlament noch im Frühling 2016 einen zweiwöchigen Vaterschaftsurlaub abgelehnt hatte. Bereits dreieinhalb Jahre später ist es auf seinen Entscheid zurückgekommen.

Massgeblich zu diesem Fortschritt beigetragen haben Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände mit ihrer jahrelangen Arbeit am Thema und ihrer Initiative. Nach intensiven Diskussionen beschlossen sie gemeinsam mit dem Verein «Vaterschaftsurlaub jetzt!», die Initiative für einen vierwöchigen Vaterschaftsurlaub zugunsten der vom Parlament beschlossenen Variante zurückzuziehen. Mit dem bedingten Rückzug wollten sie eine schnellstmögliche Einführung von zwei Wochen Vaterschaftsurlaub ermöglichen. Durch das von gewerblichen Splittergruppen lancierte Referendum ist es trotzdem noch zu einer Verzögerung gekommen. Jetzt gilt es also, noch eine letzte Hürde zu nehmen: jene der Volksabstimmung.

Stressmonitoring muss aktualisiert werden

In den letzten Jahren deutlich, dass viele Arbeitnehmende unter zunehmenden Stress leiden. Um diese Entwicklung im Auge zu behalten und darauf aufbauend geeignete Schutzmechanismen für die Arbeitnehmenden zu entwickeln, wäre ein aktuelles Stressmonitoring von Seiten des Bundes nützlich. Travail.Suisse-Präsident Adrian Wüthrich reichte deshalb im Nationalrat eine Motion ein mit der Forderung an den Bundesrat, das Staatssekretariat für Wirtschaft (Seco) mit der Ausarbeitung einer aktuellen Studie zum Thema Stress zu beauftragen. SP-Ständerat Roberto Zanetti deponierte in der kleinen Kammer einen gleich lautenden Vorstoss.

Sessionsanlässe zu aktuellen Themen

Travail.Suisse führt zweimal im Jahr einen Sessionsanlass durch mit dem Ziel, den di-

rekten Austausch mit Mitgliedern des Parlaments zu pflegen und über ein aktuelles Thema zu diskutieren. Diese Anlässe finden jeweils in der Frühlings- und in der Herbstsession statt. Der Anlass in der Frühlings-session war dem Arbeitsgesetz gewidmet. Anlass für die Wahl dieses Themas waren zwei parlamentarische Vorstösse, die den Kern des Arbeitsgesetzes, nämlich den Schutz der Gesundheit der Arbeitnehmenden, auszuhöhlen drohen. Thema des Anlasses in der Herbstsession war der Kompromissvorschlag der nationalen Sozialpartner in Sachen BVG-Reform. Travail.Suisse nutzte die Gelegenheit, die Parlamentarierinnen und Parlamentarier aus erster Hand über diesen Vorschlag zu informieren.

Travail.Suisse gehört auch zu den Veranstaltern der Anlässe der parlamentarischen Gruppe für Arbeit, die in der Sommer- und in der Wintersession durchgeführt werden. Die Veranstaltung der Sommersession stand unter dem Titel «Bessere soziale Absicherung von älteren Stellensuchenden». Die Veranstaltung der Wintersession war den flankierenden Massnahmen zum freien Personenverkehr gewidmet. 15 Jahre nach der Inkraftsetzung wurde aufgezeigt, welchen Schutz diese Massnahmen vor Lohn- und Sozialdumping bieten.

Travail.Suisse-Präsident Adrian Wüthrich im Gespräch mit Bundesrat Alain Berset während der parlamentarischen Debatte über den Vaterschaftsurlaub.

Le président de Travail.Suisse, Adrian Wüthrich, s'entretient avec le Conseiller fédéral Alain Berset lors du débat parlementaire sur le congé paternité.

Élections nationales et au Conseil des États: encourageantes mais aussi décevantes

Rejet de l'initiative sur l'étalement urbain

Au niveau fédéral, on a voté sur différents objets qu'au printemps et en été car en automne ce sont tenues les élections du Conseil national et du Conseil des États.

Le 10 février 2019, les citoyens et citoyennes se sont prononcés sur l'initiative populaire « Stopper le mitage – pour un développement durable du milieu bâti (initiative contre le mitage) ». Ils ont clairement rejeté cette initiative par 63,7 % des voix. Le taux de participation était de 37,9 %. Travail.Suisse n'avait pas fait de recommandation de vote sur cette initiative.

L'initiative populaire présentée par les Jeunes Verts voulait limiter la superficie totale de toutes les zones à bâtir en Suisse au niveau actuel. De nouvelles zones à bâtir n'auraient pu être créées que si une autre surface d'au moins la même taille et d'une valeur de rendement agricole comparable a été déclassée de la zone à bâtir.

Plus de ressources pour l'AVS

Lors de la votation du 19 mai 2019, Travail.Suisse s'est concentré sur la loi fédérale sur la réforme fiscale et le financement de l'AVS (RFFA). Travail.Suisse a clairement soutenu cet objet, surtout en raison des moyens financiers prévus pour l'AVS. La RFFA fournit chaque année à l'AVS plus de 2 milliards de francs de revenus supplémentaires, contribuant ainsi de manière importante à la sécurité des rentes. Mais l'abolition de certains privilèges fiscaux est également urgente et peut enfin être mise en œuvre avec cette loi.

La grande majorité des votant·e·s a partagé cette opinion. L'objet a été approuvé à 66,4 % des voix.

Le vote sur l'arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise de la directive modifiant la directive de l'UE sur les armes a également donné lieu à un vote positif avec 63,7 % de oui et 36,3 % de non. Travail.Suisse avait également recommandé le oui. Selon Travail.Suisse, un argument important pour l'acceptation de cet objet était l'adhésion à Schengen et Dublin. En cas de « non », cette adhésion aurait pris fin automatiquement – à moins que la Commission européenne et tous les États membres de l'UE n'en n'aient disposé autrement vis-à-vis de la Suisse dans les 90 jours.

Le taux de participation au niveau fédéral a atteint près de 44 % lors du vote de ce dimanche.

Plus vert, plus féminin et plus jeune

Les élections du Parlement fédéral ont eu lieu le 20 octobre 2019. En résumé, le Parlement est devenu plus jeune, plus féminin et plus vert. En fait, les Verts et les Vert·libéraux ont obtenu le meilleur résultat de leur histoire. La proportion de femmes au Conseil national a augmenté d'environ 10 % pour atteindre 42 % et il y a maintenant 12 femmes au Conseil des États (contre 7 auparavant). La moyenne d'âge au Conseil national est aujourd'hui de 49 ans. Après les élections de 2015, elle était encore de plus de 50 ans. On peut s'attendre à ce que les préoccupations des salarié·e·s soient à nouveau davantage entendues au Parlement.

Toutefois, selon Travail.Suisse, les élections

n'ont pas été que positives. Le président de Travail.Suisse, Adrian Wüthrich, n'a malheureusement pas pu défendre son siège au Conseil national malgré une campagne électorale engagée. Il était clair dès le départ que ce serait difficile. D'une part parce que le siège de feu Alexander Tschäppät était un mandat résiduel. D'autre part, parce que le canton de Berne, en raison de son évolution démographique, n'a plus que 24 sièges au Conseil national au lieu de 25. En outre, le PS a perdu des voix d'électeurs, ce qui a entraîné la perte d'un autre mandat au Conseil national. Jacques-André Maire, vice-président de Travail.Suisse, ne s'est pas représenté.

En revanche, la réélection du président de transfair Stefan Müller-Altermatt et l'élection de la secrétaire régionale de transfair Greta Gysin au Conseil national sont été réjouissantes. Stefan Müller-Altermatt a été réélu au sein du PDC dans le canton de Soleure, Greta Gysin représente désormais les Verts du canton du Tessin à la Grande Chambre. Malheureusement, le vice-président de transfair, Thomas Ammann (CVP/SG), n'a pas réussi à être réélu.

National- und Ständeratswahlen: erfreulich, aber auch enttäuschend

Ablehnung der Zersiedelungsinitiative

Auf eidgenössischer Ebene fand nur im Frühjahr und im Sommer eine

Abstimmung zu Sachvorlagen statt. Der Herbsttermin war den Wahlen in den National- und Ständerat gewidmet.

Am 10. Februar 2019 entschieden die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger über die Volksinitiative «Zersiedelung stoppen – für eine nachhaltige Siedlungsentwicklung (Zersiedelungsinitiative)». Sie lehnten diese Initiative mit 63.7 Prozent Nein-Stimmen gegenüber 36.3 Prozent Ja-Stimmen deutlich ab. Die Stimmbeteiligung lag bei 37.9 Prozent. Travail.Suisse hatte zu dieser Initiative keine Stimmempfehlung abgegeben.

Die von den Jungen Grünen eingereichte Volksinitiative wollte die Gesamtfläche aller Bauzonen in der Schweiz auf den heutigen Stand beschränken. Neue Bauzonen hätten nur noch geschaffen werden dürfen, wenn andernorts eine mindestens gleich grosse Fläche qualitativ guten Landwirtschaftsbodens als Bauzone aufgehoben worden wäre.

Mehr Mittel für die AHV

Bei der Abstimmung vom 19. Mai 2019 stand für Travail.

Suisse klar das Bundesgesetz über die Steuerreform und die AHV-Finanzierung (STAF) im Zentrum. Travail.Suisse unterstützte diese Vorlage mit Nachdruck, vor allem wegen der darin vorgesehenen Finanzmittel zugunsten der AHV. STAF verschafft der AHV jährlich über 2 Milliarden Franken an zusätzlichen Einnahmen und leistet damit einen wichtigen Beitrag zur

Sicherung der Renten. Aber auch die Abschaffung gewisser Steuerprivilegien ist dringend und kann mit diesem Gesetz endlich umgesetzt werden.

Die grosse Mehrheit der Abstimmenden teilte diese Meinung. Die Vorlage wurde mit 66.4 Prozent Ja-Stimmen denn auch gutgeheissen.

Ebenfalls ein Ja resultierte bei der Abstimmung über den Bundesbeschluss über die Genehmigung und die Umsetzung des Notenaustauschs zwischen der Schweiz und der EU betreffend die Übernahme der Richtlinie zur Änderung der EU-Waffenrichtlinie. 63.7 Prozent Ja-Stimmen standen 36.3 Prozent Nein-Stimmen gegenüber. Travail.Suisse hatte sich ebenfalls für ein Ja ausgesprochen. Ein wichtiges Argument für die Annahme dieser Vorlage war nach Ansicht von Travail.Suisse die Schengen- und Dublin-Mitgliedschaft. Bei einem Nein hätte diese automatisch geendet – es sei denn, die EU-Kommission und sämtliche EU-Staaten wären der Schweiz innert 90 Tagen entgegenkommen.

Die Stimmbeteiligung lag an diesem Abstimmungssonntag auf eidgenössischer Ebene bei fast 44 Prozent.

Grüner, weiblicher und jünger

Am 20. Oktober 2019 fanden die Wahlen ins eidgenössische Parlament statt. Zusammengefasst

kann gesagt werden, dass das Parlament jünger, weiblicher und grüner geworden ist. Tatsächlich erzielten die Grünen und die Grünliberalen das beste Ergebnis ihrer Geschichte. Der Frauenanteil stieg im Nationalrat um rund 10 Prozent auf 42 Prozent, im Ständerat sitzen neu 12 Frauen (bisher sieben).

Das Durchschnittsalter im Nationalrat liegt neu bei 49 Jahren. Nach den Wahlen 2015 lag es noch bei über 50 Jahren. Es darf erwartet werden, dass auch die Anliegen der Arbeitnehmenden im Parlament wieder mehr Gehör finden werden.

Die Wahlen gingen aus Sicht von Travail.Suisse aber nicht nur positiv aus. Travail.Suisse-Präsident Adrian Wüthrich konnte seinen Sitz im Nationalrat trotz eines engagierten Wahlkampfes leider nicht verteidigen. Dass es schwierig werden würde, war von vornherein klar. Einerseits weil es sich beim Sitz des verstorbenen Alexander Tschäppät um ein Restmandat handelte. Andererseits weil der Kanton Bern aufgrund seiner Bevölkerungsentwicklung neu nur noch 24 statt wie bisher 25 Sitze im Nationalrat beanspruchen kann. Kommt hinzu, dass die SP Wählerstimmen einbüsste, was zum Verlust eines weiteren Nationalratsmandats führte. Nicht zur Wiederwahl angetreten ist Travail.Suisse-Vizepräsident Jacques-André Maire.

Erfreulich waren hingegen die Wiederwahl von transfair-Präsident Stefan Müller-Altermatt sowie die Wahl von transfair-Regionalsekretärin Greta Gysin in den Nationalrat. Stefan Müller-Altermatt wurde im Kanton Solothurn für die CVP wiedergewählt, Greta Gysin vertritt neu die Grünen des Kantons Tessin in der Grossen Kammer. Die Wiederwahl leider nicht geschafft hat hingegen transfair-Vizepräsident Thomas Ammann (CVP/SG).

Sous le signe du congé paternité

Retrait de l'initiative sur le congé paternité en faveur du contre-projet

Sur le plan de la communication, 2019 s'est retrouvé placé sous le signe de l'initiative

sur le congé paternité. Les débats parlementaires ont permis de donner un signal commun pour un congé paternité en Suisse. Le Conseil des États prit position sur l'initiative sur le congé paternité et son contre-projet le 20 juin. De nombreuses personnes prirent alors part à une action et apparurent à la tribune avec des lingettes pour bébé. On observa conjointement les membres du Conseil des États très attentivement et on écouta leurs débats et comment ils votèrent. Certes, l'initiative exigeant 20 jours de congé paternité pouvant être pris de manière flexible fut rejetée mais le Conseil des États dit oui au contre-projet avec dix jours de congé.

Le Conseil national délibéra à son tour en septembre et confirma le 11 septembre à une claire majorité des deux tiers la décision du Conseil des États pour 10 jours de congé paternité. Les Chambres réunies confirmèrent cette décision le 27 septembre.

Même si Travail.Suisse est convaincu que 20 jours de congé paternité sont nécessaires, finançables et organisables, il était tout de même très positif que les membres du Parlement aient au moins reconnu la nécessité fondamentale d'un congé paternité. Ce qui est particulièrement réjouissant est le fait que c'est le même Parlement qui avait clairement rejeté encore en avril 2016 la proposition d'un congé paternité de deux semaines.

Après les votations finales, le comité d'initiative décida de retirer sous condition l'initiative pour

permettre aux pères d'avoir le plus vite possible un congé paternité. Malheureusement, un référendum a été lancé contre cette solution minimale et c'est en principe en automne 2020 que le peuple devra se prononcer à ce sujet.

Le congrès «Façonnons du bon travail»

Le congrès de Travail.Suisse du 14 septembre 2019 à Berne fut

un des autres points forts sous l'angle de la communication. L'événement se déroula avec comme thème phare la numérisation et ses effets sur les travailleuses et travailleurs. Le message était limpide: Travail.Suisse et ses fédérations affiliées sont prêts à contribuer à façonner la numérisation en faveur des travailleurs et travailleuses. Dans le cadre de la préparation du congrès – en harmonie avec ce thème phare – on a actualisé le site internet de Travail.Suisse et introduit les médias sociaux (Facebook et Twitter) comme nouveaux canaux de communication. Ce nouvel ajustement de la communication concorde ainsi parfaitement avec l'orientation thématique du congrès.

Conférences de presse et campagnes

Hormis les points forts décrits ci-dessus, Travail.Suisse invita les médias

en 2019 à différentes conférences de presse et leur présenta les revendications propres aux travailleurs et travailleuses. En avril, on donna une conférence de presse commune avec la SEC suisse sur le thème du projet fiscal-AVS et qui eut un bon écho. Après une

campagne réussie, le peuple disait oui au compromis le 19 mai 2019.

En juillet, la présentation du compromis LPP, élaborée par les partenaires sociaux, a revêtu une grande importance. L'intérêt des journalistes était très fort et dura. Le projet doit encore passer au Parlement. Enfin, en novembre, la présentation du 5^{ème} sondage du «Baromètre Conditions de travail» montra que les travailleurs et travailleuses en Suisse sont de plus en plus insatisfaits de leur revenu, craignent davantage pour leur emploi et sont soumis à un stress et des charges psychosociales croissantes. En outre, une partie d'entre eux ne se sentent pas assez soutenus dans leurs efforts pour suivre des cours de perfectionnement. Les résultats du sondage viennent alimenter le travail politique de Travail.Suisse.

En 2019, Travail.Suisse prit position, avec neuf conférences de presse, 140 communiqués de presse, quatre services médias sur les sessions parlementaires et 13 services médias en allemand et en français, sur des thèmes actuels et des objets de la politique, de l'économie et de la société. En outre, notre infomail sur la loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine des hautes écoles (LEHE) renseigne plus spécifiquement les personnes intéressées par ce domaine de la formation.

Im Zeichen des Vaterschaftsurlaubs

Rückzug der Vaterschaftsurlaubs-Initiative zugunsten des Gegenentwurfs

Das Jahr 2019 stand kommunikativ ganz im Zeichen der Vaterschaftsurlaubs-Initiative. Die parlamentarischen Debatten boten die Möglichkeit, gemeinsam ein Zeichen zu setzen für einen Vaterschaftsurlaub in der Schweiz. Am 20. Juni nahm der Ständerat Stellung zur Vaterschaftsurlaubs-Initiative und ihrem Gegenentwurf. Viele nahmen an der Begleitaktion teil und setzten sich mit einem «Babytuchlein» auf die Tribüne. Gemeinsam schaute man also den Ständeräten auf die Finger und hörte gut zu, worüber sie debattierten und wie sie abstimmten. Die Initiative, die 20 Tage bezahlten und flexibel beziehbaren Vaterschaftsurlaub fordert, wurde zwar abgelehnt, dafür sagte der Ständerat Ja zum Gegenentwurf mit 10 Tagen Vaterschaftsurlaub.

Im September nahm schliesslich der Nationalrat den Ball auf und bestätigte mit einer klaren Zwei-Drittel-Mehrheit den Entscheid des Ständerates für 10 Tage Vaterschaftsurlaub. Dieser Entscheid wurde am 27. September von der Vereinigten Bundesversammlung bestätigt.

Obschon Travail.Suisse der festen Überzeugung ist, dass 20 Tage Vaterschaftsurlaub notwendig, bezahl- und organisierbar sind, war die Freude gross, dass die nationalen Parlamentarierinnen und Parlamentarier mindestens das grundlegende Bedürfnis eines Vaterschaftsurlaubs anerkannt haben. Besonders erfreulich: Es war dasselbe Parlament, das den Vorschlag eines zweiwöchigen Vaterschaftsurlaubs im April 2016 noch klar abgelehnt hatte.

Nach der Schlussabstimmung entschied sich das Initiativkomitee für den bedingten Rückzug der Initiative, um den Vätern in der Schweiz schnellstmöglich einen Vaterschaftsurlaub zu ermöglichen. Leider wurde gegen diese Minimallösung das Referendum ergriffen, der Vaterschaftsurlaub kommt also voraussichtlich im Herbst 2020 vors Volk.

Kongress «Gute Arbeit mitgestalten»

Ein weiterer kommunikativer Höhepunkt war der Travail.Suisse-Kongress vom 14. September 2019 in Bern. Der Anlass stand unter dem Schwerpunktthema Digitalisierung und beleuchtete deren Auswirkungen auf die Arbeitnehmenden. Die Botschaft war klar: Travail.Suisse und die angeschlossenen Verbände sind bereit, die Digitalisierung im Sinne der Arbeitnehmenden mitzugestalten. Im Rahmen der Kongressvorbereitung wurden – passend zum Schwerpunktthema – die Homepage von Travail.Suisse aktualisiert und die Sozialen Medien (Facebook und Twitter) als neue Kommunikationskanäle eingeführt. Die kommunikative Neujustierung passte also perfekt zur inhaltlichen Ausrichtung des Kongresses.

Medienkonferenzen und Kampagnen

Neben diesen Höhepunkten lud Travail.Suisse die Medienschaffenden im Jahr 2019 zu verschiedenen Medienkonferenzen ein und stellte ihnen arbeitnehmerrelevante Forderungen vor. Im April gelang gemeinsam mit dem KV Schweiz ein wirksamer Auftritt zum Thema AHV-Steuervorlage.

Nach erfolgreicher Kampagne sagte am 19. Mai 2019 die Stimmbevölkerung Ja zum Kompromiss.

Sehr wichtig war im Juli die Präsentation des BVG-Kompromisses, der von den nationalen Sozialpartnern erarbeitet wurde. Das Interesse der Journalistinnen und Journalisten war überwältigend und dauert an – der Kompromiss muss 2020 im Parlament bestehen. Der November schliesslich brachte die Präsentation einer neuen Auflage des «Barometer Gute Arbeit». In seiner fünften Auflage kristallisierte sich heraus, dass die Arbeitnehmenden in der Schweiz unzufriedener sind mit ihrem Einkommen, sich zunehmend um ihren Arbeitsplatz sorgen und das Stress und psychosoziale Belastungen zunehmen. Ausserdem fehlt einem Teil der Arbeitnehmenden eine echte Unterstützung bei ihren Weiterbildungs Bemühungen. Die Erkenntnisse aus der Erhebung fliessen in die weitere politische Arbeit von Travail.Suisse ein.

Im Jahr 2019 nahm Travail.Suisse mit insgesamt neun Medienkonferenzen, gut 140 Medienmitteilungen, vier Sessionsvorschauen und 13 Medienservices in deutscher und französischer Sprache Stellung zu aktuellen Themen und Geschäften aus Politik, Wirtschaft und Gesellschaft und bediente Interessierte im Bildungsbereich im Rahmen des Info-Mails HFKG mit Informationen zum Hochschulförderungs- und Koordinationsgesetz HFKG.

Faire connaître les CCT à la jeune génération

Le Conseil de jeunesse s'est réuni à Lugano

Jeunesse.Suisse, la commission de jeunesse de Travail.Suisse, a tenu son

Conseil de jeunesse 2019 à Lugano. 20 jeunes des fédérations de Travail.Suisse y ont participé. Dans les ateliers, les thèmes des stages et des conventions collectives de travail ont été discutés en détail. La planification annuelle a été adoptée conjointement et les membres de la Commission de jeunesse et de sa direction ont été élus.

Roman Helfer quitte la coprésidence de Jeunesse.Suisse

Après trois ans de coprésidence, Roman Helfer, d'Hotel & Gastro Union, a fait ses adieux. Il a démis-

sionné en raison de nouveaux défis professionnels. Roman Helfer a beaucoup travaillé pour Jeunesse.Suisse et restera membre de la Commission de jeunesse. Ivo Eichelberger de transfair, qui est membre de la Commission de jeunesse depuis deux ans, a été élu comme nouveau membre de la coprésidence. Nadine Walker (Syna) a été réélue coprésidente.

Un engagement fort pour le congrès de Travail.Suisse

Jeunesse.Suisse s'est fortement impliquée dans le congrès de Travail.Suisse. Tant lors de la consultation du

document du congrès que lors du congrès lui-même, les jeunes ont fait valoir leurs intérêts en faisant preuve de confiance en soi et d'engagement. Avec des votes déterminés, ils ont défendu une jeunesse

qui a du punch, qui est appréciée et prise au sérieux. Il est important que les jeunes puissent exprimer leurs propres préoccupations en étant représentés dans les organes de décision.

Jeunesse.Suisse produit un document sur le thème des stages

Les stages constituent un problème croissant pour les jeunes. Cette entrée généralisée dans la

vie active n'a pas encore été clairement réglementée. Malheureusement, les jeunes professionnels sont trop souvent utilisés à mauvais escient comme une main-d'œuvre bon marché ou doivent exercer des activités monotones qui ne leur offrent aucun succès d'apprentissage. Des règles claires sont nécessaires à cet égard. En collaboration avec Travail.Suisse, Jeunesse.Suisse a produit un document facile à lire sur le thème des « stages ». Il distingue différentes formes de stages et formule des exigences claires pour les fournisseurs de stages. En 2020, les résultats doivent être publiés dans une brochure.

Mieux faire connaître les CCT

Les conventions collectives de travail

(CCT) sont un instrument central du travail syndical. Mais les jeunes connaissent à peine leur importance et leurs prestations. Jeunesse.Suisse a donc décidé de lancer une campagne d'information et de sensibilisation en faveur des conventions collectives de travail. En 2019, un clip vidéo a été tourné pour montrer de manière simple mais claire ce qu'une CCT peut apporter. Il peut être utilisé dans les médias sociaux

et dans les écoles professionnelles. En 2020, la campagne doit être lancée et le clip vidéo est destiné à encourager les gens à approfondir le sujet de la « CCT » via une plateforme d'information.

GAV bei der jungen Generation bekannt machen

Jugendrat tagte in Lugano

Jeunesse.Suisse, die Jugendkommission von Travail.Suisse, führte 2019 ihren Jugendrat in Lugano durch. 20 Jugendliche aus den Verbänden von Travail.Suisse nahmen daran teil. In den Workshops wurde intensiv über die Themen Praktika und Gesamtarbeitsverträge diskutiert. Gemeinsam wurden die Jahresplanung verabschiedet und die Mitglieder der Jugendkommission und deren Leitung gewählt.

Roman Helfer tritt als Co-Präsident von Jeunesse.Suisse zurück

Nach drei Jahren im Co-Präsidium wurde Roman Helfer von Hotel & Gastro Union mit grossem Dank verabschiedet. Er trat aufgrund neuer beruflicher Herausforderungen zurück. Roman Helfer hat sich stark für Jeunesse.Suisse eingesetzt und wird weiterhin Mitglied der Jugendkommission bleiben. Neu ins Co-Präsidium wurde Ivo Eichberger von transfair gewählt, der bereits seit zwei Jahren Mitglied der Jugendkommission ist. Nadine Walker (Syna) wurde als Co-Präsidentin wiedergewählt.

Starkes Engagement am Kongress von Travail.Suisse

Jeunesse.Suisse engagierte sich stark am Kongress von Travail.Suisse. Sowohl in der Vernehmlassung des Kongresspapiers wie auch am Kongress selber brachten die Jugendlichen ihre Interessen selbstbewusst und engagiert ein. Mit starken Voten

setzten sie sich für eine starke Jugend ein, die wertgeschätzt und ernstgenommen wird. Wichtig ist, dass die Jugendlichen durch eine Vertretung in den Entscheidungsorganen ihre Anliegen selber einbringen können.

Jeunesse.Suisse erarbeitet Papier zum Thema Praktika

Ein zunehmendes Problem der Jugendlichen sind die Praktikas. Dieser verbreitete Einstieg ins Berufsleben ist bisher nicht klar geregelt. Berufseinsteigerinnen und Berufseinsteiger werden leider zu oft als billige Arbeitskräfte missbraucht oder müssen monotone Tätigkeiten ausführen, die für sie keinen Lernerfolg bieten. Hier braucht es klare Regeln.

Zusammen mit Travail.Suisse erarbeitete Jeunesse.Suisse ein gut lesbares Papier zum Thema «Praktika». Darin wird zwischen verschiedenen Formen der Praktika unterschieden und es werden klare Forderungen an die Anbieter von Praktikas ausformuliert. 2020 sollen die Ergebnisse in einer Broschüre veröffentlicht werden.

GAV bekannter machen

Die Gesamtarbeitsverträge sind ein zentrales Instrument der Gewerkschaftsarbeit. Aber die Jugendlichen kennen ihre Bedeutung und ihre Leistung kaum. Jeunesse.Suisse beschloss daher, eine Informations- und Sensibilisierungskampagne zugunsten der Gesamtarbeitsverträge zu machen. 2019 wurde dazu ein Videoclip gedreht, der auf einfache, aber klare Art aufzeigt, was GAV bringen können. Dieser

Videoclip kann über die sozialen Medien verbreitet und in den Berufsfachschulen gezeigt werden. 2020 soll die Kampagne starten und der Videoclip dazu anregen, sich über eine Informationsplattform vertieft mit dem Thema «GAV» auseinanderzusetzen.

Nouvelle vision est mission pour ARC

Adoption d'une nouvelle vision et mission

En 2019, l'Assemblée générale d'ARC a adopté une nouvelle vision et mission pour ARC. Les mesures qui en découlent visent notamment à renforcer la coopération entre ARC et ses fédérations membres et à améliorer la communication. L'objectif est de mieux atteindre les personnes peu touchées par la formation continue et de renforcer la visibilité des services d'ARC pour les secteurs et les régions. En outre, ARC doit être certifié et, à l'avenir, offrira également des cours de certification pour les branches.

Formation et technologies numériques

Notre travail quotidien est de plus en plus façonné par des processus contrôlés numériquement. La photo de couverture du programme de formation 2019 reprend ce thème. Le clavier de l'ordinateur est équipé de divers symboles professionnels, signe que l'informatique ne s'arrête à aucune profession. Elle prend également d'avantage de place dans la formation continue. Pour de plus en plus de cours, la remarque est la suivante : prenez votre ordinateur portable ou votre iPad avec vous.

Projet Suva «Gagner 2x»

En 2019, ARC a lancé le projet «gagner2x.ch». Par le biais d'un quiz sur Internet, il veut sensibiliser les apprenant-e-s en formation professionnelle aux questions de sécurité au travail et de prévention des accidents et leur donner en même temps la possibilité de

gagner un prix. Le projet est soutenu financièrement par la Suva. La plateforme de quiz est trilingue et peut être consultée sur www.2xgewinnen.ch / www.gagner2x.ch / www.vincere2x.ch.

Travail.Suisse Formation: liste des critères adoptés

ARC gère le secrétariat de Travail.Suisse Formation TSF. Cette organisation a une convention de prestation avec le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI. Son objectif est de créer un meilleur accès à la formation continue publique pour les personnes aveugles et malvoyantes. En 2019, la liste des critères pour améliorer l'accès des personnes aveugles et malvoyantes à la formation continue publique a été envoyée aux personnes et organisations concernées pour consultation et adoption. Elle doit être publiée en 2020.

Les CCT au service de l'intégration des personnes handicapées

Le projet «Le rôle des conventions collectives de travail dans l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail», qui est en cours depuis 2017, a été officiellement conclu en 2019. Il montre les prestations actuelles des CCT en termes d'intégration, mais aussi les problèmes et les lacunes et les nouvelles réglementations possibles qui pourraient être repris par les CCT. Syna a déjà réussi à faire entrer une nouvelle réglementation dans la CCT avec Lidl. Lidl est prêt à promouvoir l'intégration des personnes handicapées dans l'entreprise. Une telle obligation ne figure encore dans aucune autre CCT.

Das Projekt «2xgewinnen» will Berufslernende für Fragen der Arbeitssicherheit sensibilisieren und ihnen gleichzeitig die Möglichkeit geben, einen Preis zu gewinnen.

Le projet «gagner2x» vise à sensibiliser les apprenti-e-s en formation professionnelle aux questions de sécurité au travail et à leur donner en même temps la possibilité de gagner un prix.



Neues Leitbild für ARC

Neues Leitbild verabschiedet

Die Mitgliederversammlung von ARC hat 2019 ein neues Leitbild für ARC verabschiedet. Die daraus fließenden

Massnahmen sollen insbesondere die Zusammenarbeit zwischen ARC und den Mitgliedsverbänden stärken und die Kommunikation verbessern. Weiterbildungsferne Personen sollen besser erreicht und die Dienstleistungen von ARC für die Branchen und Regionen sichtbar werden. Zudem will sich ARC zertifizieren lassen und in Zukunft auch zertifizierende Kurse für die Branchen anbieten.

Bildung und digitale Techniken

Unser Arbeitsalltag wird immer einschneidender durch digital gesteuerte Prozesse geprägt. Das

Titelbild des Bildungsprogramms 2019 nimmt diese Thematik auf. Die Computertastatur ist mit den

verschiedensten Berufssymbolen bestückt – ein Zeichen dafür, dass die Informationstechnologie vor keinen Berufen Halt macht. Auch in der Weiterbildung nimmt sie immer mehr Platz ein. Bei immer mehr Kursen steht die Bemerkung: Laptop oder iPad mitnehmen.

Suva-Projekt «2xgewinnen»

2019 hat ARC das Projekt «2xgewinnen»

gestartet. Es will durch ein Quiz auf dem Internet Berufslernende für Fragen der Arbeitssicherheit und der Unfallverhütung sensibilisieren und ihnen zugleich die Möglichkeit geben, einen Preis zu gewinnen. Das Projekt wird finanziell unterstützt durch die Suva. Die Quizplattform ist dreisprachig und findet sich unter www.2xgewinnen.ch / www.gagner2x.ch / www.vincere2x.ch.

Travail.Suisse Formation: Kriterienliste verabschiedet

ARC führt die Geschäftsstelle von Travail.Suisse Formation TSF. Diese

Organisation verfügt über eine Leistungsvereinbarung mit dem Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation SBFI. Ziel der Leistungsvereinbarung ist es, für blinde und sehbehinderte Menschen einen besseren Zugang zur öffentlichen Weiterbildung zu schaffen. 2019 wurde die Kriterienliste zur Verbesserung des Zugangs von blinden und sehbehinderten Menschen zur öffentlichen Weiterbildung bei den betroffenen Personen und Organisationen in die Vernehmlassung geschickt und verabschiedet. 2020 soll sie veröffentlicht werden.

GAV im Dienst der Eingliederung von Menschen mit Behinderungen

Das seit 2017 laufende Projekt «Die Rolle der Gesamtarbeitsverträge bei der Integration von Menschen mit Behinderungen in den

Arbeitsmarkt» konnte 2019 offiziell abgeschlossen werden. Es zeigt die aktuellen Leistungen der Gesamtarbeitsverträge (GAV) bei der Eingliederung auf, aber auch die Probleme und Lücken sowie mögliche neue Regelungen, die von GAV übernommen werden könnten. Der Syna ist es schon gelungen, eine entsprechende Regelung in den GAV mit Lidl einzubringen. Lidl ist bereit, die Integration von Menschen mit Behinderungen in den Betrieb zu fördern. Eine solche Verpflichtung findet sich noch in keinem anderen GAV.





Die lateinamerikanischen Koordinatorinnen von Brücke • Le pont diskutieren an einem Podium in Bern über die Lage in ihren Ländern.

Les coordinatrices latino-américaines de Brücke • Le pont discutent de la situation dans leurs pays lors d'un panel à Berne.

Brücke • Le pont

Une année aux nombreux succès

«Travail décent» en Afrique et en Amérique du Sud

Brücke • Le pont a connu un grand succès en 2019 avec son programme de développement. Des jeunes et des jeunes adultes ont renforcé leurs compétences et améliorent leurs chances de trouver un emploi avec de bonnes conditions de travail grâce à la formation professionnelle. Rien qu'au Honduras et à El Salva-

dor, 1309 jeunes ont terminé une formation professionnelle et s'ouvrent ainsi de nouvelles perspectives.

Succès en Afrique

En Afrique aussi, l'œuvre d'entraide a obtenu de bons résultats. Par exemple au Bénin, près de deux cents femmes ont produit grâce à un perfectionnement professionnel et des machines plus performantes 211 tonnes de riz

à la vapeur de haute qualité—en 2018, on en n'était encore qu'à 47 tonnes. En améliorant leurs revenus, elles améliorent les conditions de vie de leurs familles. C'est particulièrement important dans des régions pauvres marquées par la malnutrition. De plus, toutes les organisations partenaires ont consacré leur rencontre annuelle au thème de la souveraineté alimentaire—un sujet central au vu des défis climatiques des années à venir.

*Dank Berufsbildung eröffnen sich Jugendliche
in Lateinamerika Zukunftsperspektiven.*

*La formation professionnelle ouvre des perspectives
d'avenir aux jeunes d'Amérique latine.*



Hilfswerk Brücke • Le pont

Ein Jahr mit vielen Erfolgen

«Arbeit in Würde» in Afrika und Lateinamerika

Mit ihrem Entwicklungsprogramm mit rund 30 Projekten konnte Brücke • Le pont 2019 viele Erfolge verzeichnen. Dank Berufsbildung stärkten Jugendliche und junge Erwachsene ihre Kompetenzen und ihre Chancen, eine Stelle mit guten Arbeitsbedingungen zu finden. Allein in Honduras und El Salvador schlossen

1309 Jugendliche einen Berufsbildungskurs ab und eröffneten sich so neue Perspektiven.

Erfolge in Afrika

Auch in Afrika erzielte das Hilfswerk gute Ergebnisse. In Benin beispielsweise produzierten rund 200 Frauen dank Weiterbildungen und besserer Maschinen 211 Tonnen hochwertigen Dämpfreis – 2018 waren es noch 47 Tonnen.

Mit dem höheren Einkommen verbessern sie die Lebensbedingungen ihrer Familien. Das ist gerade in der armen, von Mangelernährung geplagten Region bedeutend. Zudem befassten sich alle Partnerorganisationen an ihrem Jahrestreffen mit Ernährungssouveränität – ein zentrales Thema angesichts der Klima-Herausforderungen der kommenden Jahre.

Renforcer les droits des femmes en Amérique centrale

En Amérique centrale, les organisations partenaires de Brücke • Le pont, qui s'engagent pour de meilleures conditions de travail pour les travailleuses domestiques, ont organisé une journée d'échanges avec 67 d'entre elles du Honduras, d'El Salvador, du Costa Rica et du Nicaragua. En se mettant en réseau, les femmes augmentent les perspectives d'améliorer leur situation dans un contexte de violence marquée.

Label de qualité pour un travail décent

Au Brésil, le réseau des organisations partenaires de Brücke • Le pont, Rede Ponte, attribua pour la première fois un label de qualité pour le travail décent. Les entreprises qui concourent sont évaluées sur place et reçoivent un rapport détaillé montrant comment elles peuvent améliorer les conditions de travail à l'intérieur de leur entreprise. Le label a suscité un grand intérêt. Rede Ponte a pu déjà attribuer un prix à 23 entreprises.

Les coordinatrices latino-américaines en visite

A fin juin, les coordinatrices latino-américaines de Brücke • Le pont du Honduras, d'El Salvador, de Bolivie et du Brésil voyagèrent en Suisse pour un échange visant à renforcer la collaboration tant sur le plan de la méthode que du contenu entre les programmes régionaux et nationaux. Elles ont aussi, dans le cadre d'une table ronde sur le thème « Marge de manœuvre limitée en Amérique du Sud: la société civile sous pression », sensibilisé un public intéressé à la situation politique dans leurs pays d'origine.

Le centenaire de l'OIT

Brücke • Le pont a tenu son AG sous le

signe du centenaire de l'Organisation internationale du travail (OIT). Anna Biondi, directrice-adjointe du Bureau pour les activités des travailleurs de l'OIT (AC-TRAV), est venue dire pourquoi l'engagement pour le travail décent continuera à être important à l'avenir et Andrea Gysel a montré comment Brücke • Le pont s'engage contre l'esclavage moderne au Brésil.

Message sur la coopération internationale

En été, Brücke • Le pont a participé par une prise de position à la consultation sur la coopération internationale 2021-2024 de la Suisse. L'œuvre d'entraide demande que la lutte globale contre la pauvreté redevienne le but principal, que la Suisse engage plus de moyens et qu'elle poursuive son engagement pour l'encouragement de l'état de droit en Amérique du Sud aussi en cas de l'abandon de la coopération au développement bilatérale dans cette région.

L'initiative pour des multinationales responsables et d'autres campagnes

Il faut des conditions-cadres, comme des relations commerciales équitables et un environnement bien préservé, pour que les gens puissent vivre dignement de leur travail. C'est pourquoi Brücke • Le pont sensibilise aussi en Suisse sur les thèmes de développement et les interdépendances globales. Comme organisation membre de l'initiative pour des multinationales responsables, elle s'est engagée, notamment avec des exposés dans la région de Fribourg, pour que les entreprises ayant leur siège en Suisse ne violent pas les droits humains et ne polluent pas l'environnement à l'étranger. Comme membre de la campagne Swiss Fair Trade et de celle de Clean Clothes, elle a aussi soutenu des campagnes de sensibilisation comme le World Fair Trade Day pour un commerce équitable et la fin de

l'exploitation et pour plus de transparence dans la branche de la mode.

Développements institutionnels

Sur le plan institutionnel, priorité a été donnée à l'élaboration du programme de développement 2021-2024 et aux pourparlers pour une alliance. En raison de la nouvelle orientation de la DDC, les oeuvres d'entraide petites et moyennes doivent conclure une alliance pour pouvoir continuer à prétendre à une contribution de la DDC. Brücke • Le pont a examiné différentes options et a conclu un solide partenariat avec Solidar Suisse. Les deux organisations s'engagent pour un travail décent et ont réalisé de bonnes expériences conjointes depuis longtemps, en particulier avec un projet commun en Bolivie. Pour 2021-2024, elles ont élaboré un programme commun en tant que Decent Work Alliance. Les deux organisations restent indépendantes mais sont convaincues qu'elles profiteront de l'échange dans leur alliance pour soutenir de manière effective les personnes dans le Sud pour améliorer leurs conditions de vie. Le financement reste un défi à relever. C'est pourquoi Brücke • Le pont est dépendant de vos dons et remercie pour tout soutien.

Frauenrechte in Zentralamerika stärken

In Zentralamerika organisierten Partnerorganisationen von Brücke • Le pont, die sich für bessere Arbeitsbedingungen für Hausangestellte engagieren, ein Austauschtreffen mit 67 Hausangestellten aus Honduras, El Salvador, Costa Rica und Nicaragua. Indem sie sich vernetzen, erhöhen die Frauen die Aussichten, ihre Situation im gewaltvollen Kontext zu verbessern.

Gütesiegel für faire Arbeit

In Brasilien vergab das Netzwerk der Partnerorganisationen von Brücke • Le pont, Rede Ponte, erstmals ein Gütesiegel für würdige Arbeit. Firmen, die sich bewerben, werden vor Ort evaluiert und erhalten einen detaillierten Bericht, wie sie die Arbeitsrechtssituation innerhalb ihres Unternehmens weiter verbessern können. Das Siegel stiess auf grosses Interesse, Rede Ponte konnte schon 23 Unternehmen auszeichnen.

Lateinamerikanische Koordinatorinnen zu Besuch

Ende Juni reisten die lokalen Koordinatorinnen von Brücke • Le pont aus Honduras, El Salvador, Bolivien und Brasilien für einen Austausch in die Schweiz, um die inhaltliche und methodische Zusammenarbeit zwischen den Regional- und Länderprogrammen weiter zu stärken. Sie sensibilisierten zudem an einem Podium zum Thema «Eingeschränkte Handlungsspielräume in Lateinamerika: Zivilgesellschaft unter Druck» ein interessiertes Publikum für die politische Situation in ihren Heimatländern.

100 Jahre ILO

Ihre DV stellte Brücke • Le pont ins Zeichen des 100-Jahr-Jubiläums der Internationalen Arbeitsorganisation ILO. Anna Biondi, stellvertretende

Direktorin des ILO-Büros für Arbeitnehmenden-Tätigkeiten ACTRAV, beleuchtete, warum der Einsatz für Arbeit in Würde auch in Zukunft wichtig ist, und Andrea Gysel berichtete, wie sich Brücke • Le pont in Brasilien gegen die moderne Sklaverei einsetzt.

IZA-Botschaft

Im Sommer beteiligte sich Brücke • Le pont mit einer Stellungnahme an der Vernehmlassung zur Internationalen Zusammenarbeit 2021-2024 der Schweiz. Das Hilfswerk fordert, dass die globale Armutsbekämpfung wieder oberstes Ziel ist, dass die Schweiz mehr Mittel einsetzt und dass sie ihr Engagement für die Förderung der Rechtsstaatlichkeit in Lateinamerika auch bei einem Rückzug der bilateralen Entwicklungszusammenarbeit weiterführt.

KOVI und weitere Kampagnen

Damit Menschen von einer Arbeit in Würde leben können, braucht es Rahmenbedingungen wie faire Handelsbeziehungen und eine intakte Umwelt. Deshalb sensibilisiert Brücke • Le pont auch in der Schweiz für globale Zusammenhänge und Entwicklungsthemen. Als Trägerorganisation der Konzernverantwortungsinitiative setzte sie sich dafür ein – u.a. mit Präsentationen im Raum Freiburg – dass Konzerne mit Sitz in der Schweiz nicht weiter Menschenrechte verletzen und die Umwelt verschmutzen. Als Mitglied von Swiss Fair Trade und der Clean Clothes Campaign unterstützte sie zudem Sensibilisierungskampagnen wie den World Fair Trade Day für Fairen Handel und «Ausbeutung passt uns nicht!» für mehr Transparenz in der Modebranche.

Institutionelle Entwicklungen

Auf institutioneller Ebene standen die Erarbeitung des Entwicklungsprogramms 2021-2024 und Allianzgesprä-

che im Zentrum. Aufgrund der Neuausrichtung der DEZA mussten kleine und mittlere Hilfswerke eine Allianz eingehen, um weiterhin einen DEZA-Beitrag zu beantragen. Brücke • Le pont prüfte verschiedene Optionen und ist mit Solidar Suisse eine starke Partnerschaft eingegangen. Beide Organisationen engagieren sich für würdige Arbeit und machen schon lange gute Erfahrungen zusammen, u.a. mit einem gemeinsamen Projekt in Bolivien. Für 2021-2024 haben sie nun als Decent Work Alliance ein gemeinsames Programm erarbeitet. Beide Organisationen bleiben eigenständig, sind aber überzeugt, dass sie vom Austausch in ihrer Allianz profitieren, um Menschen im globalen Süden effektiv dabei zu unterstützen, ihre Lebensbedingungen zu verbessern. Die Finanzierung bleibt eine Herausforderung, Brücke • Le pont ist deshalb weiter auf Spenden angewiesen und dankt für jede Unterstützung.

Représentation de Travail.Suisse dans les commissions et organisations

(État 31 déc. 2019)

Politique du marché du travail

Commission fédérale pour la politique économique
Adrian Wüthrich

Groupe de contact de la Banque nationale suisse BNS
Adrian Wüthrich

Commission tripartite fédérale des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes
Gabriel Fischer, Arno Kerst

Commission fédérale de surveillance du fonds de compensation de l'assurance-chômage
Gabriel Fischer, Carole Furrer, Selina Tribbia

Commission fédérale du travail
Hélène Agbémégnah, Mathias Regotz

Commission fédérale de conciliation en matière de conflits collectifs de travail
Irene Darwich, René-Pierre Thorimbert

Commission de la statistique fédérale
Valérie Borioli Sandoz

Politique sociale

Commission fédérale de l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
Thomas Bauer (depuis août 2019),
Matthias Kuert Killer (jusqu'en mars 2019)

Commission fédérale de la prévoyance professionnelle
Thomas Bauer (depuis août 2019),

Matthias Kuert Killer (jusqu'en mars 2019),
Bernard Tissières

Caisse supplétive LPP, Conseil de fondation
Urs Masshardt, Adrian Wüthrich

Fondation Fonds de garantie LPP, Conseil de fondation
Thomas Bauer (depuis août 2019),
Matthias Kuert Killer (jusqu'en mars 2019)

Conseil de la Suva
Tanja Brülisauer, Arno Kerst, Matthias Kuert Killer (jusqu'en mars 2019), Urs Masshardt,
Renato Ricciardi

Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail
Diego Frieden, Albane Bochatay (depuis mars 2019, suppléante), Simona Pellegrini (jusqu'en février 2019, suppléante)

Fonds de compensation de l'AVS/AI/APG
Beat Schwaller

Pro Familia Suisse
Thomas Bauer (depuis juin 2019), Matthias Kuert Killer (jusqu'en mars 2019), Valérie Borioli Sandoz

Politique de l'égalité

Commission fédérale pour les questions féminines
Valérie Borioli Sandoz

Politique de migration

Commission fédérale des migrations
Hélène Agbémégnah

Politique de formation

Commission fédérale pour la formation professionnelle
Bruno Weber-Gobet

Conférence suisse des hautes écoles, comité permanent du monde du travail
Bruno Weber-Gobet

Comité de la Fédération suisse pour la formation continue FSEA
Bruno Weber-Gobet

Comité de la Société suisse pour la recherche appliquée en matière de formation professionnelle SRFP
Bruno Weber-Gobet

Politique extérieure

Commission fédérale consultative du Point de contact national pour les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
Denis Torche

Commission tripartite pour les affaires de l'OIT
Hélène Agbémégnah

Commission d'experts douaniers
Therese Schmid

Comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats CES
Adrian Wüthrich, Denis Torche (suppléant)

Comité exécutif AELE
Kurt Regotz, Gabriel Fischer (suppléant)

Vertretung von Travail.Suisse in Kommissionen und Organisationen

(Stand 31. Dezember 2019)

Arbeitsmarktpolitik

Eidgenössische Kommission für Wirtschaftspolitik
Adrian Wüthrich

Kontaktgruppe Schweizerische Nationalbank SNB
Adrian Wüthrich

Eidgenössische tripartite Kommission Begleitmassnahmen Personenfreizügigkeit
Gabriel Fischer, Arno Kerst

Aufsichtskommission für den Ausgleichsfonds der Arbeitslosenversicherung
Gabriel Fischer, Carole Furrer, Selina Tribbia

Eidgenössische Arbeitskommission
Hélène Agbémégnah, Mathias Regotz

Eidgenössische Einigungsstelle zur Beilegung von kollektiven Arbeitsstreitigkeiten
Irene Darwich, René-Pierre Thorimbert

Eidgenössische Kommission für Bundesstatistik
Valérie Borioli Sandoz

Sozialpolitik

Eidgenössische Kommission für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung
Thomas Bauer (ab August 2019), Matthias Kuert Killer (bis März 2019)

Eidgenössische Kommission für die berufliche Vorsorge
Thomas Bauer (ab August 2019), Matthias Kuert Killer (bis März 2019), Bernard Tissières

Auffangeinrichtung BVG, Stiftungsrat
Urs Masshardt, Adrian Wüthrich

Sicherheitsfonds BVG, Stiftungsrat
Thomas Bauer (ab August 2019), Matthias Kuert Killer (bis März 2019)

Suva-Rat
Tanja Brülisauer, Arno Kerst, Matthias Kuert Killer (bis März 2019), Urs Masshardt, Renato Ricciardi

Eidgenössische Kommission für Arbeitssicherheit
Diego Frieden, Albane Bochatay (Stellvertreterin, ab März 2019), Simona Pellegrini (Stellvertreterin, bis Februar 2019)

Verwaltungsrat des Ausgleichsfonds AHV/IV/EO
Beat Schwaller

Pro Familia Schweiz
Thomas Bauer (ab Juni 2019), Valérie Borioli Sandoz, Matthias Kuert Killer (bis März 2019)

Gleichstellungspolitik

Eidgenössische Kommission für Frauenfragen
Valérie Borioli Sandoz

Migrationspolitik

Eidgenössische Migrationskommission
Hélène Agbémégnah

Bildungspolitik

Eidgenössische Berufsbildungskommission
Bruno Weber-Gobet

Schweizerische Hochschulkonferenz, Ausschuss Arbeitswelt
Bruno Weber-Gobet

Vorstand Schweizerischer Verband für Weiterbildung SVEB
Bruno Weber-Gobet

Vorstand Schweizerische Gesellschaft für angewandte Berufsbildungsforschung SGAB
Bruno Weber-Gobet

Aussenpolitik

Eidg. Kommission zur Beratung des Nationalen Kontaktpunktes für die OECD-Leitsätze für multinationale Unternehmen
Denis Torche

Tripartite Kommission für Angelegenheiten der IAO
Hélène Agbémégnah

Zollexpertenkommission
Therese Schmid

Exekutivausschuss des Europäischen Gewerkschaftsbundes EGB
Adrian Wüthrich, Denis Torche (Stellvertreter)

EFTA-Konsultativausschuss
Kurt Regotz, Gabriel Fischer (Stellvertreter)

Effectif des membres des organisations affiliées

	2018	2019
Syna	59 717	59 632
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	41 590	41 677
Hotel & Gastro Union	18 340	18 372
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	11 233	10 777
transfair	10 766	10 263
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	1 560	1 491
Fédération des Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses FH-CH	900	922
Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie électrique FPE	1 005	1 010
Employés Droguistes Suisse	155	151
Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois-e-s en Suisse VUCAS	49	48
Total	145 315	144 343

Mitgliederbestand der Mitgliedsorganisationen

	2018	2019
Syna	59 717	59 632
Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST	41 590	41 677
Hotel & Gastro Union	18 340	18 372
Syndicats chrétiens du Valais SCIV	11 233	10 777
transfair	10 766	10 263
Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB	1 560	1 491
Verband der Fachhochschuldozierenden Schweiz FH-CH	900	922
Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE	1 005	1 010
Angestellte Drogisten Suisse	155	151
Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS	49	48
Total	145 315	144 343

Adresses

Secrétariat central

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, case postale, 3001 Berne
tél. 031/370.21.11
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Organisations membres

Syna

Römerstrasse 7, case postale, 4600 Olten
tél. 044/279.71.71
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano
tél. 091/921.15.51 Fax. 091 923 53 65
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.ch
www.ocst.ch

Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,
case postale 3027, 6002 Lucerne
tél. 041/418.22.22 Fax. 041 412 03 72
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, case postale, 3000 Berne 14
tél. 031/370.21.21 Fax. 031 370 21 31
e-mail: info@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Place du Midi 24
1950 Sion
tél. 027/327.34.56 Fax. 027 327 34 59
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Brown Boveri Platz 3b, 5400 Baden
Tel. 058/589.37.17 Fax. 058 589 21 23
e-mail: info@avabb.ch
www.avabb.ch

Fédération des Associations de Professeurs des Hautes écoles spécialisées suisses (hes-ch)

Hopfenweg 21, case postale, 3001 Berne
tél. 031 370 21 11
www.fh-ch.ch

Fédération Suisse des Représentations du Personnel de l'Economie électrique FPE

3000 Berne
tél. 0844/873.873 (4 cent./min) Fax 071 757 94 59
e-mail: info@vpe.ch
www.vpe.ch

Employés Droguistes Suisse

Steinentorstrasse 13, case postale 223
4010 Bâle
tél. 061/261.45.45 Fax. 061 261 46 18
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Fédération chrétienne des travailleurs et travailleuses hongrois·e-es en Suisse VUCAS

case postale 2408, 8021 Zurich 1

Adressen

Geschäftsstelle

Travail.Suisse

Hopfenweg 21, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031 370.21.11
e-mail: info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Mitgliedsorganisationen

Syna

Römerstrasse 7, Postfach, 4600 Olten
Tel. 044 279.71.71
e-mail: info@syna.ch
www.syna.ch

Organizzazione Cristiano-Sociale Ticinese OCST

Via Balestra 19, 6900 Lugano
Tel. 091 921.15.51 Fax. 091 923 53 65
e-mail: segretariato.cantonale@ocst.ch
www.ocst.ch

Hotel & Gastro Union

Adligenswilerstrasse 29/22,
Postfach 3027, 6002 Luzern
Tel. 041 418.22.22 Fax. 041 412 03 72
e-mail: info@hotelgastrounion.ch
www.hotelgastrounion.ch

transfair

Hopfenweg 21, Postfach, 3000 Bern 14
Tel. 031 370.21.21 Fax. 031 370 21 31
e-mail: info@transfair.ch
www.transfair.ch

Syndicats chrétiens du Valais SCIV

Place du Midi 24
1950 Sion
Tel. 027 327.34.56 Fax. 027 327 34 59
e-mail: info@sciv.ch
www.sciv.ch

Angestelltenvereinigung AV Angestellte ABB

Brown Boveri Platz 3b, 5400 Baden
Tel. 058 589.37.17 Fax. 058 589 21 23
e-mail: info@avabb.ch
www.avabb.ch

Verband der Fachhochschuldozierenden

Schweiz FH-CH

Hopfenweg 21, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031 370 21 11
www.fh-ch.ch

Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft VPE

3003 Bern
Tel. 0844 873 873 (4 Rp./Min.)
Fax. 071 757 94 59
e-mail : info@vpe.ch
www.vpe.ch

Angestellte Drogisten Suisse

Steinentorstrasse 13, Postfach 223
4010 Basel
Tel. 061 261 45 45 Fax. 061 261 46 18
e-mail: info@drogisten.org
www.drogisten.org

Verband der Ungarischen Christlichen Arbeitnehmer/innen der Schweiz VUCAS

Postfach 2408, 8021 Zürich 1

Travail.Suisse

Hopfenweg 21
PF/CP
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch